

***l'Anti*capitaliste**

n°400 | 12 octobre 2017 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**MALGRÉ LES
TERGIVERSATIONS
SYNDICALES**

**AMPLIFIQUONS LA
MOBILISATION**



Dossier

**PARTOUT EN EUROPE,
SOLIDARITÉ AVEC LES
MIGRANT-E-S** Pages 6 et 7

ÉDITO

**Abolition des armes nucléaires:
c'est quand qu'on commence?**
Page 2

PREMIER PLAN

**Catalogne: «Sans un large mouvement,
la crise pourrait se résoudre de manière
centraliste et autoritaire»** Page 2



ACTU SOCIALE

**General Electric: «La direction a décidé
de réduire la masse salariale pour faire
remonter la valeur des actions»** Page 8

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec le physicien Hubert Krivine
sur les ondes gravitationnelles**
Page 12



Par CHRISTINE POUPIN

Abolition des armes nucléaires : c'est quand qu'on commence ?

Le 6 octobre, le prix Nobel de la paix 2017 a été attribué à ICAN (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons), la campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires. Une façon de saluer les efforts de centaines d'ONG du monde entier, qui avaient abouti le 7 juillet 2017 à l'adoption par 122 pays membres de l'ONU du traité d'interdiction des armes nucléaires. Une bonne nouvelle car tout ce qui renforce, même symboliquement, le camp de celles et ceux qui se battent pour l'élimination de cette arme de destruction massive et définitive des humains et de l'ensemble du vivant, est une excellente chose. Le constat de la présidente du comité Nobel est incontestable quand elle déclare : « Nous vivons dans un monde où le risque que les armes nucléaires soient utilisées est plus élevé qu'il ne l'a été depuis longtemps. Certains pays modernisent leurs arsenaux nucléaires, et le danger que plus de pays se procurent des armes nucléaires est réel, comme le montre la Corée du Nord ». Nous ne pouvons que reprendre à notre compte ce qu'elle ajoute : « les prochaines étapes vers la réalisation d'un monde sans armes nucléaires doivent impliquer les États dotés de l'arme nucléaire ».

Effectivement, neuf États détiennent actuellement l'arme nucléaire. En premier lieu les États-Unis, la Russie, le Royaume-Uni, la France et la Chine, auxquels se sont ajoutés l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord. Ce qui démontre que la non-prolifération des armes nucléaires prônée par le traité du même nom, conclu il y a près de cinquante ans en 1968, est une sinistre farce.

Sans surprise, la France, comme les États-Unis et le Royaume-Uni, est fermement opposée au traité d'interdiction en affirmant qu'il « méprise clairement les réalités de l'environnement sécuritaire mondial ». Pourtant, l'environnement mondial montre combien la prétendue dissuasion ne fait qu'alimenter la prolifération de l'arme nucléaire et produire un monde plus dangereux, plus injuste, plus inégalitaire, plus guerrier... Il n'y a pas d'échappatoire : la seule issue est la destruction des forces de dissuasion nucléaire, en France et ailleurs, et l'arrêt du nucléaire qu'il soit civil ou militaire.

À la Une

Malgré les tergiversations syndicales, amplifions la mobilisation

La journée de mobilisation de la fonction publique du 10 octobre s'est inscrite dans le cadre des manifestations contre les ordonnances et l'offensive tous azimuts du gouvernement.

Plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs à Paris, 80 cortèges dans les principales villes du pays regroupant eux aussi, au total, plusieurs dizaines de milliers de personnes. À côté de la CGT (2/3 des présentEs à Paris), la CFDT est apparue largement en dessous et, du coup, au même niveau que la FSU, enfin de retour significativement dans la rue, et plus nombreux mais moins dynamiques que Solidaires.

Tergiversations syndicales

Il faut dire qu'au lendemain de la réunion unitaire du 9 octobre (CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, Solidaires, UNSA, FSU et des organisations de jeunesse) ne débouchant sur aucun rendez-vous commun, l'ambiance n'était pas vraiment à l'optimisme. En effet, même si l'on n'est pas inconditionnel de l'unité des directions syndicales, l'annonce de l'impossibilité pour celles-ci de trouver une « vision commune » pour la mobilisation contre les ordonnances Macron est un peu désespérante. Et, surtout, risque de renforcer les hésitations, voire le découragement de nombre de salariéEs pour les prochaines échéances de mobilisation.

Une pression qui s'exprime

Pourtant, depuis quelque temps, la pression issue des militantEs et



CHARMAG

structures de base sur les directions avait pris de l'ampleur. Lors du Comité confédéral national de Force ouvrière, Mailly, mis en minorité, avait dû concéder un changement de stratégie face à l'offensive gouvernementale. Non sans avoir défendu pied à pied sa position en répétant que les ordonnances Macron « ne sont pas la casse du Code du Travail » et qu'« on a obtenu plus en trois mois de discussions qu'en douze journées d'action l'an dernier ». Il avait dû accepter de participer aux réunions unitaires et d'envisager une action unitaire avant novembre. Du côté de la CFDT, Berger avait également subi la colère de sa base lors de la rencontre organisée pour « fêter » la première place de la CFDT dans le privé. Plusieurs dizaines de militantEs ont exprimé clairement leur mécontentement

et demandé à Berger de rejoindre lui aussi la mobilisation contre les ordonnances.

Droit dans leurs bottes

Mais il en faut plus pour faire bouger ces adeptes de la démocratie sociale. Le représentant de FO à la réunion unitaire a relevé des « divergences », mais estimé que le prochain rendez-vous du 24 octobre pourrait aboutir à un appel à la mobilisation en novembre, sans précision sur les modalités. La représentante de la CFDT se satisfait d'avoir « convenu une prochaine rencontre, une fois que chaque organisation aura rencontré le président de la République d'une part et le Premier ministre d'autre part, dans l'espoir d'en savoir plus sur les intentions du gouvernement ». Le représentant de la CGC, qui affiche une sévère critique des ordonnances et

appelle à une mobilisation unitaire depuis quelques semaines, se veut optimiste quant à l'issue de la prochaine intersyndicale : « Il n'est pas impossible de penser qu'on arrive un jour à une unité à la prochaine date du 24. Ce sera de toute façon à l'ordre du jour ». Pour la CFTC, « les ordonnances sont derrière nous ». Comment dire mieux qu'il s'agit de s'inscrire complètement dans le calendrier gouvernemental ?

Mobiliser, mobiliser, mobiliser

Alors que le gouvernement a repoussé la rencontre prévue avec les syndicats le 10 octobre, pour refuser la pression, ces positionnements risquent d'empêcher que le mécontentement grandissant d'une majorité de la population face aux attaques redoublées du gouvernement ne se transforme en mobilisation à la hauteur de ces attaques.

Au moment où le patronat est rassemblé derrière le gouvernement, il est plus que jamais impératif de construire la mobilisation. L'unité au sommet et même « à la base » ne sont jamais une garantie de construction, de succès dans des bagarres de cette ampleur. Dans ce contexte de tergiversations syndicales, les constructions locales, par ville, par boîte, par branche peuvent conforter les volontés d'en découdre. Et on a vu que face au risque de la mobilisation des routiers, le gouvernement a dû faire un pas de côté dans la mise en place concrètes des ordonnances. D'ores et déjà la CGT appelle à une nouvelle journée d'action le 19 octobre. Nous devons profiter de cette nouvelle date pour, pied à pied, convaincre autour de nous de l'urgence, de la gravité des attaques. Et surtout de la nécessaire entrée dans l'action, dans la grève de toutes et tous.

Robert Pelletier

CATALOGNE

« Sans un large mouvement, la crise pourrait se résoudre de manière centraliste et autoritaire »

Entretien. Nous avons interrogé **Oscar Blanco**, membre de la direction d'Anticapitalistas, à propos de la situation créée en Catalogne Sud par la mobilisation autour du référendum du 1^{er} octobre.

Pourquoi une telle violence de la part du gouvernement de Madrid face à la volonté démocratique du peuple de Catalogne à s'autodéterminer ?

L'État avait juré à qui voulait l'entendre qu'il n'y aurait pas de référendum et il a eu beau confisquer des registres électoraux, du matériel de campagne et des millions de bulletins de vote, il n'en a pas été ainsi. L'idée que le référendum puisse se tenir était vécue

par le gouvernement comme une humiliation, et la police a tout fait pour dissuader la population d'aller voter et pour l'amener à renoncer à défendre les bureaux de vote, les urnes, les bulletins. Sa stratégie de terreur a été défaite grâce à l'auto-organisation populaire et à l'ingéniosité des gens, qui sont même parvenus à cacher les urnes dans certains bureaux où la police avait réussi à pénétrer.

Quelle est la place du mouvement ouvrier et syndical dans le processus en cours, que certains décrivent comme dirigé exclusivement par et pour la bourgeoisie catalane ?

Les travailleurs et le mouvement ouvrier ont eu historiquement, en dehors de quelques soutiens du syndicalisme le plus combatif, un rôle passif dans ce processus. Le patronat et le grand capital s'opposent frontalement à l'indépendance. Ce sont la petite-bourgeoisie et les classes moyennes qui sont à l'initiative sur ce terrain, mais il s'agit d'un bloc interclassiste qui inclut aussi certains travailleurs alors que d'autres ne s'impliquent pas ou rejettent ce processus. En ce

sens, la grève générale lancée par le syndicalisme combatif mardi 3 octobre témoigne d'un changement de phase. Espérons qu'elle puisse marquer le début d'une tendance des travailleurs à prendre davantage leur place dans cette lutte nationale.

Quelles conséquences auraient une victoire ou une défaite en Catalogne dans le reste de l'État espagnol, notamment pour les classes populaires ?

Il y a en ce moment une violente offensive du nationalisme espagnol qui permet à la bourgeoisie d'entraîner derrière elle des secteurs de travailleurs déclassés et inorganisés. La gauche, en particulier Podemos, est une des cibles

BIEN DIT

« Avant, les hôpitaux étaient dirigés par des médecins, des gens qui avaient un regard médical. Petit à petit, ce sont des gestionnaires affublés de pièces de monnaie à la place des yeux qui ont pris leur place. On a l'impression qu'un mec peut passer de gérant d'une concession automobile à directeur d'hôpital... »

ISABELLE, infirmière depuis plus de 30 ans, lesinrocks.com, 4 octobre 2017.

Un monde à changer

L'ÉCONOMIE SELON PHILIPPE (POUTOU). Dans un livre paru en septembre (*les Affligés du quinquennat*), l'éditorialiste ultralibéral du *Point* (et ancien du *Monde*) Pierre-Antoine Delhommais dénonce la «poutouisation» des esprits. Par là, il entend l'incompréhension de la prétendue vérité économique dont lui, Delhommais, serait un des interprètes les plus autorisés. Donc, même si au NPA, le culte de la personnalité n'est pas notre tasse de thé, «poutouisons» un peu. Ce serait reparti : selon les dernières prévisions de l'INSEE, la croissance du PIB atteindrait 1,8% en 2017, au lieu de 1,6% prévu jusqu'ici, après trois années de croissance plus modeste autour de 1%. Les enquêtes auprès des entreprises montrent un niveau d'optimisme très élevé. L'activité progresserait dans tous les secteurs. L'investissement des entreprises augmenterait. Ce soubresaut de l'économie française s'inscrit dans un contexte plus favorable, tant dans la zone euro qu'au niveau mondial. Le FMI vient également de remonter sa prévision. La directrice générale Christine Lagarde a ainsi déclaré que «la reprise de l'économie mondiale est en

bonne voie, repose sur une large assise et devrait se poursuivre l'année prochaine».

Maintenant, une question «à la Poutou» : si ça va mieux, si tous les Delhommais s'en réjouissent en y voyant le résultat des politiques qu'ils soutiennent, pourquoi seule une minorité en profite-telle ? Pourquoi le chômage est-il à peine ébréché ? En effet selon l'INSEE, le nombre d'emplois créés en 2017 dans les entreprises serait de 208 000, soit un peu moins qu'en 2016, malgré les tombereaux d'argent du CICE et des baisses de cotisations employeurs. Mais l'emploi total progresserait encore plus faiblement avec les réductions d'emplois aidés. Du coup, le taux de chômage calculé par l'INSEE serait de 9,4% à la fin de l'année (tandis que la précarité augmente). Quant au pouvoir d'achat des salariés, eh bien, il ralentirait en 2017.

Philippe Poutou et le NPA ont une réponse : la logique d'un système économique où la prospérité d'une minorité repose sur l'exploitation de la majorité. Si les esprits étaient suffisamment «poutouisés», la révolte se déchaînerait contre cette absurdité. Tel est notre objectif.

DROITE, EXTRÊME DROITE ET «SÉCURITÉ»

Et demain le retour de la peine de mort ?

La loi sur «le renforcement de la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme» votée à l'Assemblée nationale le 3 octobre a relancé l'offensive sécuritaire et raciste des tribuns d'une partie de la droite et de l'extrême droite, qui parlent désormais d'une même voix.

La même obsession les anime : «neutraliser les individus en lien avec l'activité terroriste», «les mettre hors d'état de nuire». Ils jugent la loi faible, un «sous-état d'urgence incapable de lier terrorisme et immigration» selon le FN.

Pour l'enfermement maximum des étrangers

Eux n'hésitent pas à amalgamer les deux, en exigeant le retour à la double peine, l'expulsion de tous les fichés S étrangers, l'expulsion immédiate du territoire de tous les étrangers en situation illégale, la déchéance de nationalité pour tous les binationaux suspectés et pour les Français «qui sont partis porter atteinte à nos valeurs». Le tout accompagné d'un développement de Frontex, du renforcement des frontières et de la fin de Schengen ainsi que d'un moratoire sur l'immigration. La pénalisation du soupçon contenue dans la loi est poussée jusqu'aux extrêmes. Ainsi ils proposent des mesures d'éloignement pour des étrangers qui «menacent l'ordre public». La rétention administrative en



Estrosi, fan de la vidéosurveillance. DR

centre de rétention fermé pour les djihadistes, sur des territoires éloignés, avec une trouvaille de Dupont Aignan, «ouvrir Cayenne» ! Chacun ajoute sa touche personnelle : Le Pen veut une «brigade antiterroriste dépendant de l'armée», Wauquiez «la perpétuité réelle» pour tous les crimes liés au terrorisme, Ciotti la suppression des allocations familiales «aux parents dont les enfants ne respectent pas la minute de silence après la commission d'attentats».

Vers la société du soupçon généralisé

C'est sans doute Estrosi qui a la pensée la plus aboutie et la plus cynique. À Nice, avec 685 policiers municipaux, auxquels doivent s'ajouter 100 nouveaux agents, tous armés de pistolets semi-automatiques 9 mm, il se sent légitime pour prendre la tête d'une croisade hyper sécuritaire. Sous le parrainage de Collomb et celui de l'UE, il vient en effet de réunir des maires des grands villes de

l'arc méditerranéen et d'une partie des villes européennes pour la sécurité de terrain. Le but ? Obtenir une augmentation des fonds européens pour le développement d'équipements de surveillance de haute technologie dont des caméras intelligentes capables de reconnaissance faciale et aussi de repérer, par le biais d'une analyse algorithmique des images, des comportements «anormaux ou suspects». Cela s'inscrit dans ce qu'il nomme «la guerre à l'israélienne car nous subissons une guerre comme Israël en subit une» (!). Cela passe notamment par le devoir pour toute la population, les agents des administrations et les enseignants, de participer au renseignement et au signalement. Loin de nous faire relativiser les mesures liberticides prises par Macron, cette surenchère sécuritaire démontre qu'elles sont un porte-voix pour la diffusion d'idées toujours plus liberticides, racistes et islamophobes. Nul doute que revenus au pouvoir, la droite et l'extrême droite sauraient s'en servir pour aller encore plus loin !

Roseline Vachetta

de l'extrême droite et du nationalisme espagnol car ils la considèrent comme des collabos. Soit les organisations de gauche de tout l'État espagnol réagissent et construisent un large mouvement pour les droits et libertés démocratiques et pour la fin du régime des Bourbons [l'État espagnol est un royaume], soit la crise de l'actuelle Constitution se résoudra par le haut, d'une manière extrêmement centraliste et autoritaire. Le mouvement pour l'autodétermination de la Catalogne a, malgré ses limites et les erreurs de sa direction, frappé au cœur la continuité existant entre le franquisme et l'actuelle démocratie parlementaire.

Quelles sont les tâches aujourd'hui du mouvement démocratique et social, notamment de la gauche radicale, et de quelle solidarité avez-vous besoin ? Le mouvement a besoin de continuer à élargir sa base et sa légitimité à partir

d'un processus constituant de la République catalane dans lequel les forces de gauche, entendues dans un sens large, font valoir la majorité sociale qu'elles représentent et les énormes avancées qui se sont produites, ces dernières semaines, dans la conscience du peuple (sur la désobéissance civile, les banques ou l'Union européenne). La gauche radicale doit pousser dans le sens de l'unité d'action et de la mise en mouvement du peuple à la base et, en même temps, mettre en avant des revendications transitoires sur la nécessité d'une banque publique ou sur le contrôle des secteurs stratégiques de l'économie, tout en combattant les travers nationalistes du mouvement. Par exemple, le 1^{er} octobre, ce sont seulement les personnes de nationalité espagnole qui ont pu voter. Il faut abroger la loi sur les étrangers et accorder le droit de vote à toute la population de Catalogne.



Le 3 octobre à Barcelone © FOTOMOVIMENTO.ORG

La solidarité la plus indispensable passe par la dénonciation de la répression de l'État espagnol, et la pression doit venir de tous les États afin de le contraindre

à accepter une négociation qui inclut la reconnaissance du droit à l'autodétermination. **Propos recueillis par Joan Boucher Traduction Antoine Rabadan**

Le chiffre

52 569

C'était, en euros, le salaire mensuel, durant les six premiers mois de 2017, de la désormais ministre des Armées Florence Parly, alors directrice générale chargée de SNCF Voyageurs. Des chiffres indécents qui rappellent que, tandis que l'on cherche à culpabiliser les cheminotEs sur la dette de l'entreprise, les hauts dirigeants se sucent. La ministre du gouvernement Philippe, qui prône toujours plus de rigueur et d'austérité, était par ailleurs membre de divers conseils d'administration, ce qui lui arrondissait ses fins de mois (près de 69 000 euros mensuels).



Agenda

Vendredi 13 octobre, réunion publique du NPA, Créteil. Avec Philippe Poutou, à 19h, salle Aimé-Césaire, 8, rue du Gallion à Créteil.

Samedi 14 octobre, fête du NPA 33, Cenon. Avec Philippe Poutou, à partir de 14h, salle Victor-Hugo, 88, rue Victor-Hugo, à Cenon (voir article en page 10).

Judi 19 octobre, réunion publique du NPA «Pour une convergence des luttes», Reims. À 19h, à la Maison de la Vie associative, 122, bis rue du Barbâtre, 51100 Reims

Samedi 21 octobre, manifestation pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah, Lannemezan (Hautes-Pyrénées). Départ à 14h de la gare de Lannemezan, arrivée devant la prison. Un bus partira de Paris vendredi 20 octobre à 22h, retour à Paris dimanche 22 octobre au matin. Infos : campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

«Le grand soir social qu'on lui annonce n'arrive pas, alors le président avance.»

Un conseiller (anonyme) d'EMMANUEL MACRON, cité par francetvinfo.fr le 10 octobre 2017.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FRANCE-SOUDAN

Des réfugiés livrés à la dictature d'al-Bachir!

Samedi 30 septembre, près de 200 réfugiés soudanais en France, accompagnés de quelques soutiens, ont dénoncé lors d'un rassemblement place de la République à Paris la complicité du gouvernement français avec les autorités de Khartoum.

Dans un article paru sur StreetPress le 1^{er} octobre, l'association La Chapelle debout livre le témoignage d'un jeune Soudanais remis aux mains de la police de son pays après avoir été expulsé de France: « la police française m'a confié à la police soudanaise. Celle-ci m'a mis en prison pour m'interroger ».



DR

Des expulsions inhumaines et illégales

D'autres réfugiés évoquent les visites d'une mystérieuse « délégation soudanaise » sur les campements de migrants ou dans les centres de rétention administrative (CRA): « Ils m'ont dit qu'ils faisaient partie d'une mission humanitaire. Ils avaient l'air bizarre, c'est pour ça que je suis resté méfiant et surtout silencieux ». Selon l'enquête de StreetPress, cette « mission d'identification » effectuée par des militaires soudanais dans plusieurs centres de rétention entre janvier et mars 2017 bénéficiait de l'aval des autorités françaises. Interrogé sur le sujet, le ministère de l'Intérieur ne dément pas. Il botte en touche en déclarant que « c'est un non-sujet » ou « [qu']il n'y a pas de rapport écrit ». Plus loquace, le Premier ministre belge Charles Michel, mis en cause dans une affaire similaire, dévoile que la France a livré 205 Soudanais à la dictature d'al-Bachir entre 2014 et 2016. Ces chiffres sont confirmés par l'agence de statistique européenne Eurostat.

Les autorités françaises coupables de complicité de crimes de guerre

Cet aspect peu reluisant de la collaboration du gouvernement français avec la dictature d'al-Bachir ne figure pas dans le « plan pour les migrants » rendu public le 12 juillet dernier. Depuis 2013, quatre millions de personnes victimes de la guerre civile au Soudan du Sud – où les armes affluent – ont été « déplacées », et plus de 300 000 y ont été tuées! Quel sort aura-t-il été réservé aux 205 Soudanais livrés à la police de leur pays? Des témoignages précis démontrent que des opposants qui avaient été emprisonnés par la dictature pour leur engagement politique ont été expulsés vers le Soudan après avoir été identifiés par la « mission d'identification », mettant un terme au mythe entretenu d'une différence de traitement entre migrants « économiques » et réfugiés politiques. Dusse-t-elle bousculer et heurter les agendas politiques des uns et des autres, la question des réfugiés et migrantEs constitue pour les anticapitalistes et antiracistes que nous sommes une question aussi urgente que centrale. Nous devons mener campagne pour faire cesser immédiatement le scandale des reconduites aux frontières et de la remise d'opposants politiques aux mains des dictatures.

Alain Pojolat

ROULEAU COMPRESSEUR

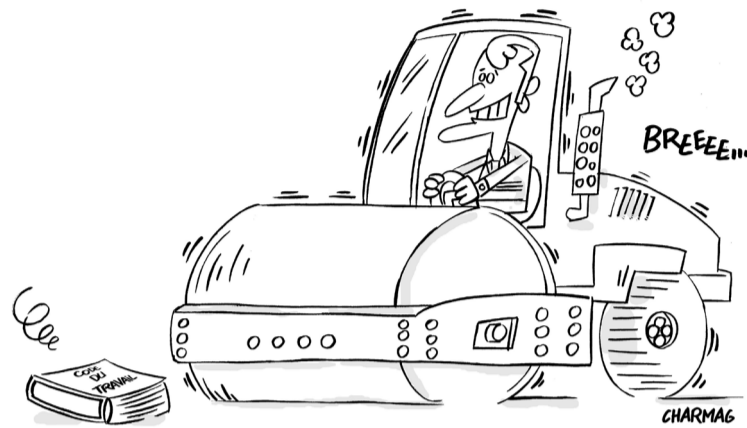
Macron tente le K.O. social... À nous de le mettre au tapis!

On se souvient du « Blitzkrieg » (la guerre éclair) contre le monde du travail promise par Fillon s'il était élu président... Force est de constater que c'est finalement Macron qui l'a mis en œuvre!

En quelques mois, la somme des attaques perpétrées par une équipe gouvernementale composée de diverses fractions politiciennes bourgeoises parmi les plus attentionnées vis-à-vis du Medef est impressionnante. Aucun front ne semble être délaissé par cette bande de tueurs de masse des droits sociaux et démocratiques, qui veulent en outre neutraliser toute possibilité de riposte.

La méthode de l'assommoir

Dresser l'inventaire des méfaits de ce gouvernement est une gageure... On a peur d'en oublier! Il y a les ordonnances sur le travail qui sont une régression sans précédent pour les droits des salariéEs au profit du capital. Se profilent d'ores et déjà la réforme de l'assurance chômage et de la formation professionnelle, la remise en cause de la Sécu et du système des retraites par répartition. Du côté de la fonction publique: rétablissement du jour de carence, gel du point d'indice, 120 000 suppressions de postes et



l'annonce sans chichis de Darnain du processus d'ouverture de la casse du statut des fonctionnaires... à l'image de celui des cheminotEs. Rajoutons les 15 milliards de baisse programmée des dépenses publiques et celle de 4,2 milliards du budget de l'assurance maladie. Sans oublier la saignée de 220 000 « emplois aidés » pour économiser 2,6 milliards d'euros, la baisse des APL de 5 euros par mois et l'augmentation du forfait hospitalier de 2 euros par jour. Si on ajoute à tout cela le vote de loi sur l'état d'urgence permanent, le durcissement des lois sur le séjour des étrangerEs et les cadeaux fiscaux démultipliés pour les riches... on mesure l'ampleur des dégâts!

Communication et « dialogue » en guise d'arnica

D'ailleurs, la cote de popularité de Macron ne cesse de s'effondrer au fil des semaines avec 44% d'opinions favorables contre 66% au moment de son entrée à l'Élysée. Pourtant le gouvernement ne lésine pas sur la communication. Du côté de Philippe et de ses sbires comme Pénicaud, ce sont les phrases bien classiques ultra-libérales sur la compétitivité, les bienfaits de la baisse du « coût du travail », les « efforts partagés qui vont relancer la croissance », la chasse au « gaspillage » (merci la Cour des comptes!).

Du côté de l'Élysée, on met en avant le Macron de la scène

internationale, à la tribune des Nations unies, celui qui veut être le représentant du « pays des droits de l'homme », un président sage qui en appelle à la conscience de « ceux qui veulent construire un monde meilleur » mais qui fabrique des lois qui vont fermer de plus en plus le pays aux migrantsE et écraser ici les droits de la grande majorité.

Et puis, bien sûr, il y a toujours la carte du « dialogue » avec les partenaires sociaux. L'encre à peine sèche de la signature des ordonnances XXL, Macron réinvite les dirigeants des principales organisations syndicales à discuter dès le 12 octobre de la suite des opérations! S'ils y vont tous, le signal sera une nouvelle fois donné que l'on peut « discuter » avec Macron, voire « arracher quelques avancées » dans les salons de l'Élysée! Il faut bien au contraire boycotter ces rencontres et appeler l'ensemble du monde du travail à la bataille.

Quand le vernis s'écaille

Cette machine de guerre gouvernementale qui allie le bâton et le miel peut pourtant déraiser lorsqu'elle est confrontée à la contestation sociale. Les grévistes traités de « fainéants », les ouvriers de GM&S accusés de vouloir « foutre le bordel » plutôt que « trouver un emploi ». Tous ces « éléments de langage » montrent à la fois l'ampleur du mépris de classe de Macron et de sa bande et la fébrilité qui pourrait s'emparer de ce pouvoir « droit dans ses bottes » si, face au rouleau compresseur, se dressait la force du nombre. Nous sommes effectivement toutes et tous attaqués comme jamais. Nous n'aurons ni répit ni abri partiel... alors la seule solution c'est d'y aller franchement, tous et toutes ensemble, en grève et dans la rue!

Marie-Hélène Duverger

FRANCE INSOUMISE

Mélenchon: la seule opposition, vraiment?

Depuis les législatives, Mélenchon se positionne comme seul opposant politique contre Macron. Mais depuis son succès mitigé du 23 septembre dernier, son hégémonie a du plomb dans l'aile.

A priori tout semble bon pour Mélenchon et les députéEs de La France insoumise pour imposer l'ex-candidat à la présidentielle comme unique opposant à Macron. C'est ainsi qu'il tente depuis des mois de soumettre toute autre parole. C'est ainsi qu'il appela « les gens » à se rassembler autour de lui et de lui seul le 23 septembre contre le « coup d'État social » de Macron. C'est dans ce sens également qu'il appela à des « casserolades » et à une manifestation de « 1 million de personnes sur les Champs-Élysées ». Mais l'aspiration forte à l'unité et le bilan mitigé du 23 septembre, où le « déferlement » n'a pas eu lieu, a mis entre parenthèse l'initiative des Champs-Élysées. Sans oublier que depuis la rentrée parlementaire, le monopole de l'opposition politique est de nouveau contesté par des socialistes et des Républicains qui tentent de relever la tête.



Le retour des morts-vivants

Qu'importe leur discrédit, leurs divisions et leurs guéguerres internes: les deux anciens partis de gouvernement misent sur le temps long pour incarner une alternance crédible à Macron. Selon les socialistes, « être les meilleurs opposants, ce n'est pas forcément être les meilleurs résistants, mais les meilleurs "proposants" ». Ou encore: « Si nous représentons juste une opposition pavlovienne, Mélenchon criera toujours plus fort que nous. Or, le bruit et la fureur ne créent pas l'alternance. » Constat partagé par Les Républicains: « Notre rôle n'est pas d'exister et de faire un concours

de grande gueule avec Mélenchon mais de représenter une opposition alternative au moment des élections. »

Les socialistes comptent sur le débat budgétaire pour se faire de nouveau entendre en proposant un contre-budget et en tapant sur un budget pour les riches et favorisant les inégalités... terrain déjà occupé par les députéEs de La France insoumise. La droite, elle aussi, tente de retrouver de la voix mais ce n'est pas simple lorsque Macron met en place tout ce que Sarkozy n'a pas fait. Dès lors, la seule place qu'ils peuvent reprendre est celle du FN sur, notamment, les questions de sécurité.

C'est la rue qui gouverne!

Mélenchon et son groupe parlementaire jouent évidemment un rôle en s'opposant, à l'Assemblée nationale, aux députéEs d'En marche et aux représentants du gouvernement. Mais beaucoup moins en bataillant contre le drapeau européen dans l'hémicycle. Pour le NPA, le nécessaire rapport de forces contre ce gouvernement ne va pas se construire sur les bancs de l'Assemblée ou dans les prochaines échéances électorales, mais dans les lieux de travail, les quartiers et dans la rue. Et cela passe non pas par l'alignement derrière « un homme », mais par des cadres unitaires et démocratiques, localement et nationalement capables, y compris face à la soumission ou la passivité de beaucoup de directions syndicales, de préparer l'affrontement. Contrairement aux dirigeants de La France insoumise, nous pensons que si révolution il doit y avoir, elle ne se passera pas dans les urnes mais bel et bien dans la rue. Et depuis le 12 septembre, même si les difficultés sont réelles, c'est bien le monde du travail, actifs et inactifs, privé et public confondus, mobilisé contre la politique de ce gouvernement, qui est la véritable opposition capable de faire reculer Macron. Faisons en sorte qu'elle se fasse de plus en plus entendre.

Joséphine Simplon

ÉTATS-UNIS Après la tuerie de Las Vegas, des larmes... et des armes

Stephen Paddock, le tueur de Las Vegas, avait acheminé pas moins de 23 armes de tous calibres dans sa suite au 32^e étage de l'hôtel Mandalay Bay, ainsi qu'une cargaison de munitions, auxquelles s'ajoutent 19 autres armes et des milliers de balles retrouvées à son domicile. On se pince à la lecture des articles qui évoquent un retraité « tranquille », « sans histoires », « sans casier judiciaire », car on en déduit que ce citoyen bien sous tous rapports a pu constituer un véritable arsenal de guerre en toute légalité et sans attirer l'attention de qui que ce soit...

Au paradis des marchands d'armes

C'est presque une banalité de le dire : les États-Unis sont un véritable paradis pour les marchands d'armes, puisque l'absence de législation restrictive permet à chaque citoyen d'acquiescer un ou plusieurs engins de mort au nom du droit de se protéger. On estime ainsi que plus de 270 millions d'armes seraient légalement en circulation aux États-Unis, soit environ 85 armes pour 100 habitants. À l'instar de Stephen Paddock, les auteurs des plus récentes tueries de masse, à San Bernardino (2015, 14 morts), Charleston (2015, 9 morts) et Orlando (2016, 49 morts), avaient acquis légalement leurs armes.

Au-delà des tueries de masse, les chiffres des homicides par balle aux États-Unis sont hallucinants : avant le massacre de Las Vegas, on dénombrait déjà 11 567 morts

Près de 60 morts et plus de 500 blessés : la fusillade de Las Vegas, perpétrée le 1^{er} octobre dernier, est la plus meurtrière de l'histoire récente des États-Unis. Et comme à chaque fois à l'occasion de ce genre de drame, la question du contrôle des armes est posée dans le pays.



pour la seule année 2017, qui ne fait pas exception par rapport aux années précédentes (entre 12 000 et 13 000 morts par an au cours des dernières années). Cette année, le taux d'homicide par arme à feu est 50 fois plus élevé aux États-Unis qu'en France, et il y a peu de chances que, dans un pays dirigé par un Donald Trump qui agite régulièrement la menace de l'utilisation de l'arme atomique entre deux tweets virilistes, les choses s'améliorent.

Un vrai faux débat

Certes, comme après chaque tuerie de masse, le débat sur le contrôle

des armes à feu a connu une nouvelle actualité. Dès le lendemain du drame, les Démocrates ont ainsi lancé un appel à un durcissement de la législation, auquel la Maison Blanche a répondu qu'un tel débat était « prématuré », certains Républicains accusant même les Démocrates d'instrumentaliser une tragédie à des fins politiciennes. Sans se faire l'avocat des Démocrates, qui ont eu par le passé maintes occasions de prendre de véritables mesures anti-armes, on peut leur concéder que, loin d'être instrumental, le lien entre Las Vegas et le contrôle des armes n'est pas totalement saugrenu...

Il aura fallu que soit examiné l'arsenal de Stephen Paddock pour que les choses bougent un tout petit peu. En effet, le tueur a fait usage de « bump stock », dispositif qui permet de transformer les armes semi-automatiques en armes automatiques (dont la vente est soumise à des restrictions), grâce auquel il a pu tirer à une cadence de 9 coups par seconde. Même la NRA, puissant lobby pro-armes, a mesuré l'émotion suscitée dans le pays et reconnu qu'il était légitime d'envisager de légiférer sur les « bump stocks ». Contraints à faire un geste symbolique du même ordre, les Républicains ont repoussé l'examen d'un projet de loi favorisant l'achat de... silencieux.

Cela va mieux en le disant : les auteurs des précédentes tueries n'avaient pas utilisé de « bump stock » – ni de silencieux – et, quand bien même les symboles seraient importants, les timides reculs de la NRA et des Républicains ne changeront rien à la situation. Indice des plus inquiétants : les actions des fabricants d'armes ont grimpé de plus de 5% au lendemain de la tuerie de Vegas. Les capitalistes savent en effet qu'une majorité de la population des États-Unis est encore convaincue que pour éviter que de telles tragédies se reproduisent, il faut plus d'armes, et pas moins. Et ils ne feront rien pour que ça change.

Julien Salingue

CAMEROUN

Aux sources de la « crise anglophone »

La question anglophone au Cameroun est le fruit de la négation des aspirations de la population, et plonge ses racines dans l'histoire coloniale du pays.

Après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne perd ses colonies africaines, notamment le Cameroun. La gestion de ce pays est confiée à la France et à la Grande-Bretagne. Chacun va mener sa politique en imposant son type de gestion coloniale, sa langue, ses règles juridiques, etc., créant ainsi, au bout de plusieurs décennies, deux entités différentes. Lors du processus de décolonisation, la partie francophone va accéder à l'indépendance et, du côté anglophone, la demande d'indépendance est refusée par l'ONU qui ne donne aux populations que le choix entre l'intégration au Nigeria ou le rattachement au Cameroun francophone indépendant.

La trahison

Les régions anglophones vont choisir, lors du référendum de 1961, de lier leur destin au Cameroun, mais dans un cadre fédéral promis lors de la conférence de Foumban, sans que cela soit notifié par écrit. Forte d'une tradition démocratique, la partie anglophone exerce un contre-pouvoir qui fait obstacle à la domination totale d'Ahmadou Ahidjo, mis en place par le régime gaulliste. Celui-ci impose une Constitution puis proclame la République unie du Cameroun, qui tourne le dos à une authentique politique fédérale et installe une dictature avec l'assentiment de la France. Paul Biya, qui a pris le pouvoir par un coup d'État en 1982, va accentuer la politique de centralisation du pays, marginalisant les anglophones (20% de la population).

La crise récente a commencé avec la protestation des avocats contre la nomination par le gouvernement de juges ne



parlant pas l'anglais et ne connaissant pas le Common Law (règles juridiques issues du droit anglais), puis a rapidement été rejointe par les enseignants et les élèves pour s'étendre à toute la population. Le gouvernement a riposté par la répression et utilisé la loi antiterroriste adoptée dans la lutte contre Boko Haram. Les militants emprisonnés risquent désormais la peine de mort. Les quelques mesures d'apaisement n'ont été prises que sous la pression internationale. La France a quant à elle empêché, en coulisses, une prise de position plus ferme de l'Europe face à la brutalité du régime camerounais : les derniers bilans font état de 32 morts et plus de 200 blessés, avec de nombreuses arrestations, sans pour autant endiguer la mobilisation.

Écueils et espoirs

Le camp anglophone reste divisé sur les objectifs, avec des positions allant de l'indépendance à la décentralisation en passant par le fédéralisme. Il est également divisé sur les moyens d'actions, de la médiation internationale aux actions violentes, voire la lutte armée. Déjà certains groupes, pour l'instant très minoritaires, n'hésitent plus à s'en prendre aux francophones, risquant de faire prendre à cette lutte un tournant dangereux et la mener vers une impasse mortifère. En effet si les populations anglophones mettent en avant des revendications spécifiques, les protestations visent aussi l'état du pays, le délabrement des services publics, l'absence d'infrastructures, la misère qui sévit et plus globalement le pouvoir en place. Une situation largement partagée par les populations francophones, qui rend possible une lutte commune. Il revient aux organisations syndicales et politiques de construire cette unité en développant une plus grande solidarité avec les populations anglophones et ouvrir ainsi la perspective d'une remise en cause de ce régime.

Paul Martial

PORTUGAL Les élections municipales accentuent la défaite de la droite

C'est en effet en 1985 que les Portugais ont assisté pour la dernière fois à la victoire aux élections municipales du parti au pouvoir. La victoire du Parti socialiste en 2017, avec un gain de 10 municipalités, lui permet de gérer actuellement 159 des 308 municipalités du pays.

Le Parti socialiste en progression

Ces élections sont les premières depuis les législatives de 2015, où le PS est arrivé derrière la coalition de la droite PSD-CDS. Mais il a pu constituer un gouvernement avec l'appui au Parlement du Parti communiste portugais (PCP) et du Bloc de gauche. Les partis de droite PSD-CDS, responsables de l'application des politiques d'austérité de la troïka, espéraient que l'électorat infligerait une défaite à la coalition au pouvoir. Suite à cet échec électoral pour la droite, le leader du PSD et ex-Premier ministre Pedro Passos Coelho a annoncé son retrait prochain de la vie politique.

Bien que la gauche ait augmenté son pourcentage en voix et en élus lors de ces élections, les différents partis qui la composent n'en ont pas tous bénéficié de la même façon. En fait, seul le PS a réussi à gagner de

Malgré la prédominance des facteurs locaux dans le choix du vote, il y a évidemment une lecture nationale des résultats électoraux du 1^{er} octobre : pour la première fois depuis 32 ans, le parti au pouvoir a gagné les élections municipales.



nouvelles municipalités. Le PCP a perdu 10 municipalités, presque toutes au profit du PS – notamment dans l'Alentejo, bastion historique du PCP – et le Bloc de gauche n'en dirige toujours pas.

Résultats positifs pour le Bloc de gauche

Pour le Bloc de gauche, le résultat a été positif même s'il demeure modeste. Il a augmenté en voix (+ 50 000) et le nombre de

conseillers municipaux est passé de 100 à 125, celui d'élus dans les cantons de 138 à 213 et le nombre de maires-adjoints de 8 à 12. Les axes centraux de la campagne du Bloc de gauche, prenant appui sur les luttes locales, étaient la transparence, la défense des territoires et la protection de l'environnement, un renforcement des services sociaux et des services publics ainsi que la fin de la précarité pour les agents des services municipaux.

Tout en reconnaissant le travail important restant à accomplir pour développer son implantation locale, Catarina Martins, coordinatrice du Bloc, a souligné l'élection pour la première fois d'un élu du Bloc de gauche, Ricardo Robles, à l'exécutif municipal de Lisbonne.

La situation politique actuelle de la ville de Lisbonne est la même qu'en 2007. Le maire, Fernando Medina, a besoin du soutien du conseiller du Bloc de gauche pour avoir la majorité à l'Assemblée municipale. Tout au long de la campagne, Ricardo Robles a posé les conditions pour qu'à Lisbonne, puisse se mettre en œuvre la même coalition qu'au niveau national : programme de logements à loyer modéré, construction de dizaines de crèches municipales, augmentation du budget pour les écoles, développement des transports publics. Le résultat des négociations qui vont avoir lieu dans les prochaines semaines pourra conduire, en cas d'accord, à l'attribution d'un poste de maire-adjoint pour le Bloc de gauche.

Luis Branco (membre du Bloc de gauche), traduit par Alain Sergio

ALLEMAGNE « APRÈS LES ÉLECTIONS, LA SITUATION DES MIGRANTS VA ENCORE SE DÉGRADER »

Quelle est la situation pour les migrantEs après les élections et le haut score de l'AfD ? Y a-t-il maintenant des actions contre les migrantEs ? Quelles sont les réactions ?

Après les élections, la situation des migrants en Allemagne va encore se dégrader. La campagne électorale de l'AfD s'est basée sur le bourrage de crâne et la stigmatisation. Les musulmans et les réfugiés étaient particulièrement visés. Pour le moment il n'y a pas d'études sur la perception par les migrants du résultat de l'AfD, mais comme la grande majorité d'entre eux rejette clairement le racisme de l'AfD, le résultat n'aurait rien d'étonnant. La grande majorité de ceux qui n'ont pas voté pour l'AfD rejette fortement ce parti et son discours de haine, ce qui est une bonne base pour les manifestations contre l'extrême droite.

Toutes les organisations de migrants concernées en Allemagne se sont clairement positionnées contre l'AfD et son discours de haine avant l'élection, mais jusqu'à présent cela n'a conduit que de manière limitée à des manifestations. L'entrée de l'AfD au Parlement fédéral devrait conduire à une nouvelle droitisation en Allemagne, qui s'est déjà manifestée en particulier dans la CDU-CSU. C'est devenu clair avec sa décision d'introduire un plafond au nombre de réfugiés et de mettre ainsi un terme au droit d'asile. Le SPD et le FDP se sont également droitisés au cours de la campagne électorale et cela a continué après les élections. Ils ont participé à la campagne de stigmatisation contre les réfugiés.

Pour le moment, le résultat des élections n'a pas entraîné une augmentation des manifestations et des agressions d'extrême droite, mais le nombre d'agressions est de toute façon déjà à un niveau qu'on n'avait jamais vu depuis la réunification.

Y a-t-il des manifestations de migrantEs ? Que fait Die Linke ?

Pour le moment il n'y a pas de véritable mobilisation des migrants contre l'AfD et le tournant à droite. Les réfugiés ont manifesté à plusieurs reprises dans le passé, mais il n'y a pas eu de manifestation après les élections.

Die Linke a appelé à des manifestations dans certaines villes le jour des élections, et un jalon a été ainsi posé. Des groupes antifascistes et les organisations de jeunesse du SPD et des Verts ont également participé à ces manifestations, ainsi que des migrants. Des manifestations plus importantes sont prévues dans les semaines à venir : contre l'AfD lors de la première séance du Bundestag le 24 octobre, et lors du congrès de l'AfD à Hanovre, les 2 et 3 décembre. Le congrès fédéral de l'AfD devrait être particulièrement important, parce que l'AfD va se positionner encore plus à l'extrême droite et une direction encore plus droitière sera élue. La mobilisation peut

Entretien. Jules El-Khatib est membre de la direction de Die Linke et participe à la revue Marx21. Il a accepté de répondre à nos questions concernant la situation des migrantEs en Allemagne.



« Bienvenue aux réfugiés ! Contre le racisme et la violence de la droite. » © Socialistproject

s'appuyer sur les manifestations de masse contre l'AfD à Cologne et Munster ces derniers mois, et faire en sorte que la résistance à l'AfD et sa politique soit au cœur du débat politique. C'est dans les régions où les manifestations ont été les plus fortes que l'AfD a été le plus affaiblie.

En même temps, Die Linke doit dire clairement que l'AfD n'est pas un simple parti conservateur de droite, mais qu'elle devient aussi de plus en plus un point de rassemblement pour les néofascistes, les racistes et autres tendances d'extrême droite. Par conséquent, la réponse de Die Linke doit être que l'AfD sera combattue partout où elle se montre. Die Linke doit également affûter son profil antiraciste, en particulier en ce qui concerne l'attitude à l'égard du racisme antimusulman, qui est constamment utilisé par l'AfD. La collaboration avec des organisations musulmanes et les organisations des réfugiés sera décisive dans la lutte contre l'AfD. Il faudra montrer clairement que non seulement nous rejetons complètement le racisme, mais aussi que les concernés constituent un élément des manifestations. Au cours de la prochaine législature, Die Linke doit être à la fois un élément moteur des protestations contre la droite et l'extrême droite, et une voix cohérente contre le néolibéralisme et la politique de l'establishment.

Quel est l'effet des élections sur les politiques envers l'immigration ?

Les résultats des élections devraient conduire à ce que le nouveau gouvernement, qui sera probablement constitué par le FDP néo-libéral, la CDU-CSU et les Verts, désigne de nouveaux pays « sûrs » pour faciliter les expulsions et décrète éventuellement un plafond pour le nombre de réfugiés. Il devrait y avoir de nouveaux accords avec les régimes corrompus du Moyen-Orient et du Maghreb, pour empêcher les

réfugiés d'atteindre l'Europe. L'UE et l'Allemagne prétendent que les droits humains sont des principes fondamentaux de leur politique, mais une fois encore elles ne joueront aucun rôle. Les pourparlers afin de constituer une coalition n'ont pas encore commencé, mais on peut supposer qu'il y aura également une détérioration pour les droits des migrants qui vivent ici depuis longtemps. Pendant la campagne, le FDP et la CDU-CSU ont joué sur les préjugés à l'encontre des migrants, en particulier ceux qui viennent du Moyen-Orient et de Turquie.

Pour contrer ces développements il faut une résistance de gauche, à la fois contre l'AfD et aussi contre les lois discriminatoires et réactionnaires du gouvernement.

Que peut faire la gauche européenne contre le tournant à droite ?

Les partis de gauche en Europe pourraient par exemple commencer par organiser des manifestations le même jour partout pour le droit d'asile et contre le tournant à droite. Ce serait un signal fort montrant que la gauche rejette partout les politiques racistes et discriminatoires et qu'elle les combat résolument. Le soutien aux mouvements de réfugiés ainsi que le refus de toutes les expulsions seraient importants, en particulier pour les régions et les pays où la gauche est au pouvoir. Un autre problème dans le développement de la solidarité avec les migrants et les réfugiés, c'est l'attitude ambiguë envers le racisme antimusulman. La gauche doit dire clairement dans toute l'Europe qu'elle est opposée au racisme antimusulman et qu'elle défend ceux qui en sont victimes, ainsi que le droit à la liberté de religion. Une attitude ambiguë envers toute forme de racisme affaiblit la lutte contre le racisme et le tournant à droite en général.

Propos recueillis par Alain Pojolat Traduit par Sylvestre Jaffard

En septembre 2015, l'UE adoptait un plan de « relocalisation » des migrantEs : 120 000 d'entre eux devaient être transférés, depuis l'Italie

et la Grèce, dans les 28 pays de l'UE, pour y être hébergés. Deux ans plus tard, cet objectif, qui a été rapidement revu à la baisse (98 000), est très loin d'avoir été atteint : environ 28 000 réfugiés ont en effet été « relocalisés », soit moins de 25 % de l'objectif initial, déjà dérisoire au regard de la population de l'UE – plus de 500 millions d'habitantEs. Une preuve supplémentaire, s'il en fallait une, que le refus d'accueillir des migrantEs n'est pas lié à des raisons matérielles ou économiques, mais politiques.

Nous avons eu l'occasion à de multiples reprises de dénoncer le traitement des migrantEs par les autorités françaises et le racisme institutionnel de ces dernières, qui reprennent une à une les propositions d'une extrême droite toujours à l'offensive. La France n'est malheureusement pas une exception, comme le montre le tour d'horizon européen que nous vous proposons dans ce dossier, de la Grèce à l'Allemagne en passant par l'Italie. Partout en Europe, le sort des migrantEs est révoltant et, fort heureusement, la révolte s'organise et redonne de l'espoir, même si elle est encore loin de permettre d'imposer un autre rapport de forces global.

GRÈCE MOBILISATION ANTI

En 2015, environ un million de réfugiés sont arrivés en Europe après avoir traversé les frontières de l'UE, avec pour première étape les îles grecques de la mer Égée. Grâce à la détermination des réfugiés et le soutien d'un mouvement de solidarité sans précédent, les frontières de l'Europe forteresse ont cédé et des dizaines de milliers d'entre eux sont arrivés à leur destination, principalement en Allemagne.

Cette mobilisation a porté un coup fort au racisme : en Grèce 85 % de l'opinion publique était favorable aux réfugiés, et 55 % des Grecs aidaient d'une manière ou d'une autre à leur survie, malgré les effets des mémorandums et l'extrême pauvreté.

Conditions indignes

La réaction des gouvernements en Europe a été la signature d'un accord avec la Turquie, puis avec la Libye, imposant la fermeture des frontières avec les forces de Frontex, des camps de concentration de réfugiés, des expulsions massives. Des milliers de réfugiés se sont retrouvés bloqués en Grèce et dans d'autres pays des Balkans, et les noyades ont augmenté au large de la Libye. Des dizaines de milliers de réfugiés ont été bloqués dans des camps et dans des conditions misérables. Après des visites dans les camps sur les îles de Lesbos, Samos et Chios, Human Rights Watch « a constaté que les trois sites étaient fortement surpeuplés

avec des pénuries importantes en matière d'hébergement et se trouvaient dans un état de saleté et d'insalubrité notoires. Les longues queues formées par les réfugiés dans l'attente d'une nourriture de mauvaise qualité, la mauvaise gestion et le manque d'informations contribuent à l'atmosphère chaotique et instable sur le camp de Moria à l'île de Lesbos ».

L'extrême droite en embuscade

Cette politique, parallèlement à l'arrivée de Trump au gouvernement des États-Unis et au développement de la campagne islamophobe en Europe, a donné de nouvelles occasions à l'extrême droite et aux partis fascistes. Le tout dans une situation de crise des partis traditionnels, des néolibéraux et des socio-démocrates, qui ont conduit des politiques d'austérité sauvage. En Grèce, l'impressionnant reniement du non au référendum par le gouvernement Syriza-ANEL et l'assujettissement aux mémorandums de la troïka n'ont pas

engendré une progression de l'extrême droite, malgré la présence au Parlement des nazis d'Aube dorée. Le mouvement populaire vers la gauche se poursuit : la déception face aux compromis de Syriza se tourne vers la gauche et la résistance ouvrière. L'intervention autonome du mouvement antifasciste et antiraciste a joué un rôle décisif dans cette évolution, en soutenant le mouvement de solidarité avec les réfugiés et en menant la lutte contre les fascistes dans la rue, empêchant leur tentative de se présenter comme solution alternative.

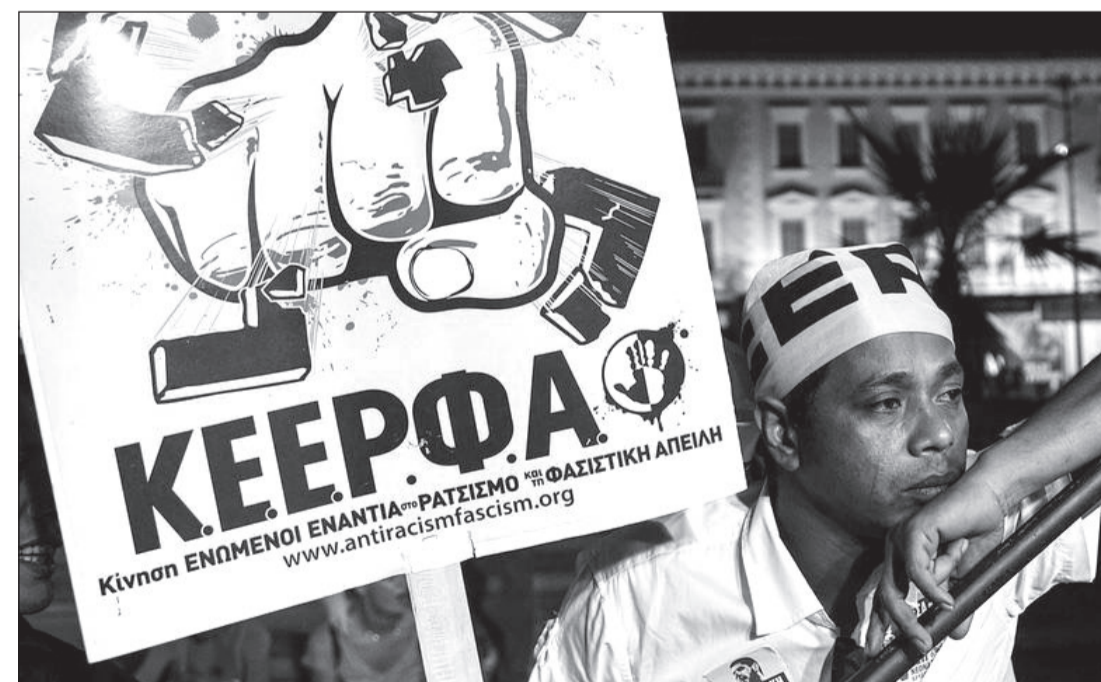
Campagne unitaire

KEERFA (Mouvement Unis contre le racisme et la menace fasciste) a été créée en 2009, sur fond d'approfondissement de la crise, comme force unificatrice de la gauche, des syndicats, des immigrés eux-mêmes. Nous luttons contre les attaques criminelles racistes et la protection donnée par la police aux fascistes. Nous avons réfuté les théories

SO
AVEC
LES M



RACISTE ET ANTIFASCISTE



qui soutenaient que les fascistes allaient disparaître automatiquement parce que des grèves avaient lieu, ou qu'ils allaient « s'assagir » parce qu'ils sont entrés au Parlement. KEERFA a organisé avec d'autres parties du mouvement des contre-manifestations contre les mobilisations des fascistes, qui se présentaient comme « citoyens indignés ». Quand les néonazis ont assassiné le musicien Pavlos Fyssas en 2013, nous avons réussi à mener

le mouvement à la grève générale de l'ADEDY (Confédération de la fonction publique) et une manifestation de 60 000 personnes jusqu'aux bureaux d'Aube dorée, contraignant le gouvernement d'alors à envoyer en prison 68 cadres d'Aube dorée et tout leur groupe parlementaire.

Ce 16 septembre, quatre ans après l'assassinat de Pavlos Fyssas, plus de 15 000 personnes ont manifesté, revendiquant la fermeture des bureaux des néonazis,

mais ils ont été empêchés d'arriver jusqu'aux bureaux par la police de Syriza.

Nous appelons les 14-15 octobre à Athènes à une rencontre internationale afin de décider d'initiatives communes pour en finir avec le fascisme et le racisme, avec la proposition d'une journée d'action commune pour toute l'Europe le 17 mars 2018.

Petros Konstantinou, coordinateur de la KEERFA, et conseiller municipal (Antarsya) à Athènes

ITALIE « AVEC LES LOIS SUR L'IMMIGRATION, LA POLICE A UN RÔLE DE SAUVEGARDE DE LA "RÉPUTATION" DE LA VILLE »

Entretien. **Marie Moise** est membre de *Communia Network* et milite dans des projets de solidarité avec les migrantEs à Milan. Elle revient avec nous sur la situation actuelle en Italie, les nouvelles lois sur l'immigration et les perspectives de mobilisation.

Peux-tu nous expliquer quelle est la situation pour les migrantEs qui arrivent en Italie aujourd'hui ?

Les migrants, en particulier ceux qui arrivent des pays de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie centrale, n'ont pas d'autre possibilité que de demander l'asile politique ou la protection humanitaire parce que toutes les autres formes d'immigration régulière ont été supprimées. En moyenne seulement 20 % des demandes sont acceptées. Pour tous les demandeurs d'asile la procédure dure au moins deux ans. Une fois arrivé au terme de la demande d'asile, que l'issue en soit négative ou positive, les réfugiés reconnus, ainsi que tout ceux qui ont reçu un avis officiel d'expulsion, se retrouvent à vivre dans la rue. Il n'existe pas, en effet, de réelle politique de soutien à un parcours d'autonomisation, et jusqu'à maintenant il n'existait pas non plus de réelle politique d'expulsion massive, ce qui alimente un phénomène de clandestinité qui touche des milliers de personnes avec des conditions de vie extrêmement précaires.

Face à cette situation le gouvernement Gentiloni, par le biais du ministre de l'Intérieur, Minniti, a lancé une nouvelle législation en aggravant une situation déjà tragique.

En effet, les nouvelles lois Minniti prévoient que les demandeurs d'asile aient moins de droits en matière de justice, pour ceux qui ont reçu un refus. Elles mettent en place 20 nouveaux centres d'identification et d'expulsion contre les 5 précédemment existants, instituent le « travail volontaire » non rétribué pour les demandeurs d'asile au cours de leur séjour dans le circuit d'accueil, et attribuent aux forces de police une nouvelle fonction pour la sauvegarde de la « réputation » de la ville qui substantiellement signifie promouvoir des rafles de police.

Le cas le plus emblématique est celui de la Piazza dell'Indipendenza à Rome, en septembre dernier : la police a évacué un immeuble qui était occupé par des centaines de familles érythréennes, avec des statuts réguliers de réfugiés politiques, et sans proposer d'alternatives de relogement. Le jour suivant la police a de nouveau évacué violemment ces familles de la Piazza dell'Indipendenza sur laquelle elles avaient installé leur campement, et certaines images ont fait le tour du monde, comme celle d'un canon à eau de la police qui envoie un violent jet d'eau sur une femme en béquilles.

Minniti a aussi établi un accord avec la Libye afin que, grâce à des financements du gouvernement italien, soient développées des structures de détention sur le territoire libyen qui empêche les migrants de partir sur les embarcations de fortune vouées à s'échouer sur les côtes italiennes.



Le gouvernement italien finance de fait des milices irrégulières pour la gestion de structures carcérales dans lesquelles des centaines de personnes sont amassées les unes sur les autres dans des conditions d'hygiène sanitaire extrêmement graves et qui subissent des violences, des tortures et des viols. Enfin ces nouvelles lois réglementent et restreignent la possibilité d'intervention en mer des embarcations des ONG, qui ont subi ces derniers mois de lourdes attaques de la part de tous les médias, les associant aux passeurs et aux organisations terroristes.

Peux-tu expliquer un peu comment se manifeste le racisme en Italie ?

Aujourd'hui en Italie, le racisme n'est plus le fait seul de la droite traditionnelle. Le parti du gouvernement, le Parti Démocrate, se revendique de gauche alors qu'il met en place les lois Minniti. De fait le débat médiatique tout entier est écrasé par une compétition entre les diverses propagandes racistes, dont aucune ne se revendique ouvertement comme telle.

Le discours transversal à toutes les organisations politiques c'est : « on ne peut pas accueillir tout le monde ».

Le cas de la Piazza dell'Indipendenza a montré clairement la communauté d'intention entre le ministère de l'intérieur et l'administration de la ville de Rome aux mains de 5 Stelle [Mouvement 5 étoiles] qui, sur l'évacuation violente des migrants, ont collaboré bien qu'ils se rejettent la faute quant à ce qui a été mal géré.

Comment se construit le soutien aux migrants ?

Les demandeurs d'asile se mobilisent chaque jour dans des structures d'accueil où les conditions de vie sont systématiquement en dessous du seuil de dignité et où le nombre de suicides est en augmentation constante. Mais il s'agit de mobilisations fragmentaires dont on ne parle quasiment jamais.

Dans les dernières années cependant, des collectifs et des associations de soutien avec les migrants se sont construits. Il s'agit de conseils juridiques, de récoltes de biens de première nécessité,

de cabinets médicaux populaires, de projets de logements.

Les militants de *Communia Network*, dont je fais partie, se sont souvent mobilisés ces dernières années à côté des demandeurs d'asile, en soutenant leurs revendications, qui concernent en particulier les conditions de vie des demandeurs d'asile et des réfugiés, l'accès au permis de séjour, et donc au monde du travail, et de là la possibilité de construire un projet de vie autonome.

De ce soutien aux luttes diverses est née l'idée de donner vie à des projets collectifs, en collaboration entre les natifs et les migrants, qui concrétiseraient une réappropriation sociale des droits qui leurs sont niés. À Rome par exemple, suite à une révolte qui a éclaté dans un centre d'accueil, une partie des acteurs de la protestation ont développé un projet d'atelier de couture, qui porte le nom de Karalò, à l'intérieur de l'espace occupé par *Communia*, où les jeunes autogèrent en outre une classe d'école dans laquelle il y a des cours d'italien.

À Bari, avec l'étiquette *Sfruttazero* (« Exploitation zéro ») sont produites chaque année plusieurs tonnes de sauce tomate, cultivée et produite par les natifs et les migrants dans des conditions de travail dignes. Ils dénoncent ainsi l'exploitation massive des migrants dans les champs de tomates de la région, à deux-trois euros de l'heure et sous le régime du travail au noir.

Tous ces projets collaborent, dans des relations de solidarité réciproque, avec d'autres projets d'autogestion et d'autoproduction. Parmi eux, en plus de l'école autogérée à Rome dont j'ai déjà parlé, il y a aussi l'usine récupérée et autogérée *Ri-Maflow* de Milan qui produit le *Rimoncello*, le planning familial autogéré de *Terranostra* à Naples, et beaucoup d'autres espaces d'agrégation sociale par le bas dans toute l'Italie.

Quelles sont vos perspectives ?

Nous sommes en train de construire une manifestation nationale pour le 21 octobre, qui verra descendre dans la rue les participants aux projets dont j'ai parlé, pour dénoncer l'actuelle réglementation des flux migratoires qui produit seulement des conditions d'hyper-exploitation. Nous revendiquerons le fait qu'un autre moyen de produire et de construire une vie digne est possible.

Nous espérons une mobilisation de masse qui mette en discussion les conditions de vie et d'exploitation des migrants et des natifs, qui démasquera le véritable visage raciste de l'Europe aujourd'hui.

Propos recueillis par Mimosa Effe Traduit par Agatha

ÉDUCATION NATIONALE

La Cour des comptes veut poursuivre la casse du statut enseignant

La masse salariale de l'Éducation nationale constitue le plus gros budget de l'État, et 90% de celui de l'EN. Le gouvernement a pour objectif de le réduire et la Cour des comptes est là pour préparer le terrain.

En 2013 déjà, la Cour des comptes avait préconisé l'introduction de nouvelles missions pour les enseignantEs. S'en étaient suivies la réforme du collège et la casse du statut de 1950 pour les enseignantEs du secondaire, mais aussi le décret modifiant les obligations de service et les missions dans le primaire.

La casse continue

Le rapport de 2017 propose deux missions supplémentaires : remplacement des collègues absents, qui permet la réduction de la masse salariale, et formation continue, afin de préparer (soumettre) les enseignantEs à de nouvelles missions.

La Cour des comptes propose qu'en plus des chefs d'établissement, les directeurs d'école participent à l'évaluation des profs, afin de mieux définir leur affectation et diligenter le remplacement. Sous couvert d'une meilleure gestion des personnels, c'est la hiérarchisation accrue de toute la profession, avec pour objectif la fin de la liberté pédagogique, le contrôle managérial des enseignantEs et, au-delà, l'autonomie des établissements pour mieux mener à bien la territorialisation de tout l'enseignement.

Destruction du service public

D'autres mesures avancées par la Cour des comptes, telles que la promotion de la bivalence ou les navettes entre primaire et secondaire, vont dans le sens d'une réduction des dépenses... et de la qualité de l'enseignement. Et en ce qui concerne les postes non pourvus, l'embauche de contractuels est toujours privilégiée alors que d'autres solutions, comme le recours aux listes complémentaires des concours, sont possibles.

Ces mesures doivent être mises en rapport avec le Comité d'action publique 2022 (CAP 22) mis sur pied par le gouvernement, dont l'objectif avoué par le Premier ministre est de réfléchir « aux missions du service public avant de le transformer et de faire des économies » et de « proposer des transferts entre les différents niveaux de collectivités publiques, des transferts au secteur privé, voire des abandons de mission ». Aucun doute : la Cour des comptes a compris le message.

Marie Contaux



PHOTO THÈQUE ROUGE/TN

GENERAL ELECTRIC

« La direction a décidé de réduire la masse salariale pour faire remonter la valeur des actions »

Entretien. Depuis le 3 octobre les salariéEs de General Electric (GE) à Grenoble sont en grève contre la suppression de 345 postes de travail, soit la moitié des postes de l'entreprise. Sur le piquet de grève, nous avons rencontré **Antoine Brescia**, membre du CE et représentant syndical au CCE.

Comment en êtes-vous arrivéEs là ?

Tout résulte de la vente à GE, en 2014, de l'activité énergie d'Alstom. En juillet, la direction de la coentreprise GE-Alstom nous annonce les 345 suppressions de postes, prétextant « le marché », pas aussi dynamique que prévu, le « manque de compétitivité », et des performances, au niveau qualité, en baisse. Face à cette annonce l'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC a immédiatement contesté le « plan de sauvegarde de l'emploi » (PSE).

Depuis des années, dans les instances représentatives du personnel, nous signalons ce qui ne va pas : les réorganisations du travail qui désorganisent les services ; le manque de cohésion et d'investissement ; les process, les logiciels choisis par des technocrates qui font que l'on n'arrive plus à travailler et que l'entreprise perd de l'argent... Depuis toutes ces années, nous n'arrivons pas à faire entendre la parole des salariéEs, qui s'investissent pourtant tous les jours.

À l'annonce du PSE, le personnel a eu un sentiment d'injustice, de colère et de trahison ! « Nous allons payer les pots cassés alors que ça fait des années qu'on essaye de faire avancer le schmilblick et que la direction par son autisme nous condamne à la fermeture à court terme. »

Pourquoi occupez-vous aujourd'hui ?

On occupe parce que les organisations syndicales, les élus et les grévistes ont compris que ce plan social était injuste. Tous les reproches de la DG viennent surtout d'un manque de cohésion de



DR

la part de décideurs plus préoccupés par leurs objectifs de carrière que par la réalité du travail et des tâches des salariéEs.

Le personnel dit « ce n'est pas possible ». Nous disons : « Si vous voulez vraiment restructurer la boîte, on vous propose de nous mettre autour d'une table, nous avons des propositions à faire. Suspendez le PSE et réfléchissons avec les salariéEs ». Et, bien entendu, ils refusent ! Pourtant nous avons des experts et du savoir-faire dans tous les secteurs.

Ce qui a été déterminant dans la décision de bloquer l'usine ce sont les réponses, en direct, du directeur des ateliers de fabrication « monde », venu s'enquérir sur le site de l'état des fabrications, aux questions sur le PSE. Il a laissé échapper (par maladresse ?) que si ça continuait à traîner au niveau du boulot, il y aurait des sanctions. Les copains de l'atelier n'ont

pas du tout apprécié. Le même jour, il y avait une réunion pour l'ouverture des négociations sur le PSE. Les salariéEs ont décidé d'aller poser les mêmes questions aux directeurs. Cela a duré de 11 h à 17 h ! Les réponses étant toujours les mêmes, ils ont compris qu'il fallait passer à la vitesse supérieure pour la mobilisation et la visibilité de notre lutte.

Montebourg (ministre de l'Économie lors de la vente d'Alstom à GE en 2014) a répondu à l'intersyndicale que l'accord Alstom-GE prévoyait une d'option d'achat pour l'État de 20% des actions Alstom détenues par Bouygues. Cette option d'achat permet à l'État de devenir majoritaire dans la part laissée à Alstom (50% moins une voix). Il a apporté un espoir aux salariéEs sur la possibilité de recours juridique en assignant Le Maire pour « détournement de biens publics par négligence » si l'État ne rachète pas les 20% de Bouygues. On va jouer cette carte, on n'a rien à perdre, malgré la réponse de Le Maire le 6 octobre : « je ne rachèterai pas les actions ». Nos démarches auprès du conseil général, de la mairie, du préfet et de Bercy (une délégation intersyndicale reçue à Paris début

août) n'ont pas donné grand-chose. Tout comme les courriers de soutien et les demandes d'explications des élus locaux. Dans les médias nationaux c'est la chape de plomb. Quand on connaît la genèse de l'histoire (voir le film *La Guerre fantôme*), on comprend que Macron est concerné au premier chef...

Les salariéEs ont su se faire une opinion, vérifier ce que disent les OS depuis 3 mois, c'est-à-dire l'absence totale d'écoute de la direction face à nos propositions : la direction de GE a tout simplement décidé de réduire la masse salariale pour faire remonter la valeur des actions ! Et nous pensons même que c'est dans le but de nous vendre.

Quelle solidarité ? Comment peut-on être utile ?

Faites connaître notre combat. Marteler qu'on est aujourd'hui au carrefour de la transition énergétique et de la disparition des services publics. Nous estimons faire partie du secteur public. Notre principal client en France, c'est EDF, en Italie c'est Enel, au Portugal c'est EDP (équivalents d'EDF). On rend un service au public, même si on n'est pas service public. Les discours de Hulut doivent être suivis d'actes ! La publicité du NPA sur ces questions est importante.

Montebourg, ainsi que Ferrari du conseil de la Métropole, Piolle, maire de Grenoble, et les maires des communes communistes de Fontaine, Saint-Martin-d'Hères et Échirrolles sont venus. Mélenchon devrait venir et bien sûr, si Poutou ou Besancenot veulent venir apporter leur soutien et expliquer que le NPA est solidaire, il n'y a pas de souci !

Propos recueillis par Michel Szempruch

Voir le documentaire *La Guerre fantôme*, diffusé sur LCP le 25 septembre.

Pour le soutien financier : www.cotizup.com/ hydrogrenoble

PARIS 37^e journée internationale de solidarité avec les peuples Amérindiens

Organisée par le CSIA-Nitassinann, cette journée est un puissant message internationaliste avec nombre de délégués, venus des USA, du Canada, de Guyane, etc. Comme tous les ans des centaines de personnes seront présentes : ne loupez pas le coche. Hasta la victoria siempre !

Journée internationale de solidarité avec les peuples amérindiens

Décolonisons les Amériques
Protégeons l'eau et la Terre-Mère !

Projections - Débats avec plusieurs représentants autochtones Anishinabe - USA/Canada, Sioux-Lakota des réserves de Standing Rock et Pine Ridge - USA, Sepweceemp - Canada, Kalin'a - Guyane 'française', un.e membre du Conseil National Indigène - Mexique (sous réserve)

Samedi 14 octobre 2017 14h-22
salle JEAN DAME - 17 rue Léopold Bellan, Paris 2e

Concert de Hip-Hop avec Alas (Xicana), Nataanii Means (Diné/Oglala Lakota/Omaha), Witko (Oglala Lakota) et Tufawon (Dakota/Portoricain)

Pas d'oléoducs, pas de mines, laissons les énergies fossiles sous la terre !

Avec le soutien de la Mairie du 2^e arrondissement **Prix libre**

LIBÉRISATION DES SERVICES



CHARMAG

EUROPACITY Des légumes, pas du bitume!

EuropaCity, le monstrueux centre commercial prévu au nord de Paris, aurait-il du plomb dans les caisses enregistreuses? Critiques et inquiétudes se multiplient, au-delà des ennemis du bétonnage...

Entre les aéroports de Roissy et du Bourget, sur les dernières terres céréalières proches de Paris, la famille Mulliez (Auchan, etc.) prévoit de construire en 2024 (ah quelle belle année!) un centre commercial de 230 000 m² pour 3,1 milliards d'euros.

Folie des grandeurs

Au moins le double des plus grandes zones actuelles, plus que la superficie cumulée des trois zones commerciales dans un rayon de 5 km... alors qu'aux USA, toujours en avance sur nous, ces zones se vident à cause de la concurrence d'internet, parce que ce gigantisme a fini par lasser, et bien sûr en raison des effets de la crise économique et du chômage sur les possibilités de consommation de la population. Qu'importe, on continue à vider les centres-villes en créant encore de nouvelles zones commerciales en bordure des villes, sur les terres agricoles, où on ne peut aller qu'en voiture... Il existe déjà 2000 hypermarchés construits sur 8 millions d'hectares de terres agricoles et, chaque année, on autorise près de 2 millions de m² de nouvelles surfaces commerciales. Pour attirer le client, EuropaCity ajoute aux commerces des espaces culturels et sportifs (dont une piste de ski!) et annonce que ce sera « un quartier de ville avec des rues ». Une ville... sans habitants! Comme le CentreParc voisin baptisé « Village Nature »: la nature... artificielle.

Le maire PS de Gonesse, qui méprise les opposants agriculteurs (« il suffit de leur donner la bon chèque ») a fait voter le projet contre l'avis de l'enquête publique, qui évoque les « impacts environnementaux négatifs à très négatifs qui vont à l'inverse (...) de lutte contre la disparition des terres agricoles et de lutte contre le réchauffement climatique », et qui estime que les chiffres de 1 000 emplois locaux et 30 millions de visiteurs (deux fois plus que le voisin Disney) sont surévalués. Ajoutons qu'il s'agit d'emplois au rabais, temps partiels, dimanches, etc.

Contre-projet

Challenges, suivi par d'autres « experts économiques », pointe « 5 bugs »: administratif, commercial, politique, financier et écologique. Auchan est en perte de vitesse et son partenaire chinois Wanda est menacé par les autorités de Pékin qui commencent à refuser les investissements à l'étranger jugés « irrationnels ».

Hulot a déclaré cet été qu'il fallait cesser « d'avoir la folie des grandeurs sur un certain nombre de projets commerciaux » (pourquoi pas sur tous?) et « d'artificialiser les sols ». Le



© Big-Europacity

PDG de Grand Paris Aménagement exprime aussi des doutes: « Nous ne devons pas créer les obsolescences de demain ». Ce n'est pas ça qui arrête le maire voisin d'Aulnay, qui veut son centre commercial sur les terrains de Peugeot (à deux pas de Paris Nord 2). Les opposants ont un contre-projet pour Gonesse: CARMA (Coopération pour une ambition rurale métropolitaine d'avenir) propose de concilier la sauvegarde des terres et la création d'emplois locaux dans la production, la transformation et la distribution

des produits agricoles, ainsi que dans le domaine des énergies renouvelables. Dimanche 8 octobre, ils ont transporté les légumes de Gonesse jusqu'à Paris, place de la République, pour en faire une grande soupe. Plusieurs centaines de personnes sont venues manifester, s'informer et informer sur les actions du collectif et de groupes locaux dans la région.

Commission nationale écologie

CARMA: <http://nonaeuropacity.com/informer/projets-alternatifs/projet-alternatif-groupe-carma-gonesse>

CLERMONT-FERRAND Solidarité avec les demandeurEs d'asile, réfugiéEs et sans-papiers

Depuis plus de 3 mois de nombreux demandeurEs d'asile, réfugiéEs et sans-papiers (dont des familles avec enfants en bas âge), dorment sous la tente à Clermont-Ferrand, faute de place dans les logements d'urgence.

On parle ici de plus de 100 personnes, dont 40 enfants, ignorées par les autorités. Les syndicats étudiants (Unef et Solidaires) et le Réseau éducation sans frontière (RESF) ont proposé aux premierEs concernéEs, qui ont accepté, d'installer le campement sur le parvis de la faculté de lettres le mardi 3 octobre afin de rendre plus visible leur situation dramatique.

Solidarité et mobilisation

Deux mobilisations ont ensuite eu lieu, une première le mercredi 4 octobre, pour soutenir une délégation qui était reçue à la préfecture et une deuxième le vendredi 6 octobre pour exiger la régularisation de tous les sans-papiers et le logement immédiat et de façon pérenne de toutes les



DR

personnes présentes sur le campement.

La solidarité s'organise. La préfecture relogé certaines personnes au compte-gouttes, mais ne veut pas du tout entendre parler des personnes déboutées du droit d'asile. Le NPA apporte toute sa solidarité aux personnes vivant dans ce campement ainsi qu'à leurs soutiens, et dénonce cette situation dramatique ainsi que la méthode de la préfecture

visant à faire le tri entre « bons et mauvais migrants ». Nous revendiquons l'application de la loi de réquisition des logements vides afin que l'ensemble des personnes dormant dehors puisse avoir un toit, et nous exigeons qu'un hébergement soit fourni à touTEs les demandeurEs d'asile durant l'intégralité de leur procédure. Le NPA exige la régularisation de tous les sans-papiers.

Correspondant

BOURG-EN-BRESSE

Une fête de la solidarité

D'OSER à RESO, la renaissance d'une association de solidarité.

Il y a dix ans, disparaissait l'association OSER, qui autogérait depuis 1976 un centre d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), suite à la liquidation judiciaire orchestrée par les autorités de tutelle, DDASS et préfecture.

Une belle histoire

La fin de cette aventure, achevée par une grève avec occupation d'un square pendant trois mois, a défrayé la chronique locale pendant une année: des milliers de tracts distribués, d'innombrables rassemblements devant la préfecture, des occupations de la DDASS, le blocage de péages d'autoroute, les coups de main, les coups de poing, les fêtes dans la rue, les marches pour plaider auprès des maires de villages alentours, les nuits de palabres autour du brasero, les après-midi de pluie, la soupe qui revivifie, les couchers dans les sacs humides, les matins glacés!

Ce conflit a été l'un des plus longs de l'histoire bourgienne. Mais les renforts n'arrivèrent pas, et la justice sonna le glas de l'épopée. L'histoire de RESO, qui a pris la suite, a commencé à s'écrire sur fond de défaite. Celle qui, à l'issue d'une lutte homérique, se solda par la disparition d'OSER et le licenciement de tous ses salariés. Celle, plus profonde, d'une conception du travail social mise en œuvre trente années durant par une équipe autogérée et qui n'a pas su faire partager ses pratiques professionnelles par les autres acteurs du secteur.



DR

La satisfaction du chemin parcouru

Sortie telle un phénix des décombres d'OSER, RESO persiste depuis 10 ans dans sa quête d'une « gouvernance » associative multiforme et, par bien des aspects, originale.

2007 fut pour nous l'année de notre mort et celle de notre renaissance, de la fin d'OSER et des débuts hasardeux de RESO.

Une décennie plus tard nous avons le sentiment modeste que les choix réalisés alors furent les bons. Finalement, celles et ceux qui ne sombrèrent pas dans un pessimisme légitime au regard des défaites endurées, peuvent à juste titre se sentir satisfaits du chemin parcouru, du moins selon leurs propres exigences et principes.

Cela valait bien de célébrer dignement l'évènement. La fête organisée le 23 septembre a rassemblé plus de deux cents personnes autour d'un buffet géant et d'un concert de la compagnie Jolie Môme. Dans l'après-midi un débat (l'hypothèse autogestionnaire) a réuni 70 personnes autour de Michèle Riot-Sarcey, des représentants de la Fondation abbé Pierre (FAP) et de militantEs de l'association.

Correspondant

1 - Pour un récit complet, lire la Belle histoire, de Jean-François Mortel.

PRIVATISATIONS Le Conseil d'État veut ubériser les services publics

Qu'on se le dise: le Conseil d'État est à la page et ne veut pas rater le tournant de la révolution numérique. Dans un récent rapport intitulé « Accompagner l'ubérisation », dont le titre est déjà tout un programme, le Conseil d'État célèbre les vertus du capitalisme de plateformes.

Comme il s'agit de « se transformer ou mourir », la conclusion va de soi: il faut tout adapter (le droit, les règles sociales, les services publics, etc.) à un processus technologique salutaire et de toute façon inéluctable. Pas question de lois pour encadrer l'activité de ces nouveaux acteurs, le Conseil d'État mise sur des

« dispositifs fondés sur l'autorégulation des opérateurs ». Pas question non plus de donner un statut de salariéE à celles et ceux dont le travail est exploité par ces plateformes. Il faut au contraire « favoriser l'entrepreneuriat individuel ». Et pas question de réglementer les professions pour garantir un certain niveau de revenu: les plateformes sont au

contraire une opportunité pour mettre les travailleurs en concurrence...

Service public? Connaît pas!

Mais l'ubérisation est surtout une formidable opportunité pour démanteler (pardon, « ubériser ») les services publics. Le Conseil d'État explique ainsi qu'aucune activité n'est naturellement un « service

public ». Pour que cela soit le cas, il faut que cette activité « ne puisse être prise en charge de manière optimale que par la puissance publique ». Et la révolution numérique doit permettre de restreindre le champ du service public puisque nombre d'activités pourront être exercées par des auto-entrepreneurs en lien avec des fonctionnaires via des plateformes: « un nombre croissant d'agents publics seront en relation avec ou chargés du contrôle d'acteurs privés employant eux-mêmes ces technologies innovantes ». C'est pourquoi le Conseil d'État propose de « dresser la cartographie des activités de service public concurrencées par des plateformes numériques et en tirer toutes les conséquences pour leur réorganisation et la définition du périmètre du secteur public ». Ce rapport est du pain béni pour le gouvernement, au moment où

Édouard Philippe a demandé à chaque ministre de lister les missions publiques qui ont vocation à être supprimées ou transférées au privé. Si une mission est « ubérisable », elle pourra ainsi sortir du champ du service public! Les idéologues cyniques de la bourgeoisie nous racontent que les plateformes réalisent l'utopie de Marx d'une sortie du salariat. Il s'agit en réalité d'en finir avec toutes les conquêtes du salariat au nom de l'impératif technologique, pour livrer les travailleurEs atomisés et isolés à une exploitation redoublée. Nous militons pour l'expropriation des plateformes capitalistes: ces technologies doivent être appropriées collectivement pour sécuriser les revenus des travailleurEs utilisant ces plateformes et pour servir les besoins sociaux.

Gaston Lefranc

Les comités en action!

Gironde Fête du NPA 33 à Cenon, samedi 14 octobre

Débats, allocution de Philippe Poutou, expositions, livres, restauration, concert... Le NPA33 invite les militantEs, les sympathisantEs, la jeunesse, toutes celles et tous ceux organisés ou non avec qui nous militons au quotidien, à venir faire la fête ce week-end dans un cadre chaleureux et à débattre, à réfléchir et confronter les points de vue, les perspectives.

En pleine construction du mouvement contre la politique du gouvernement Macron ; dix après le déclenchement de la crise des subprimes aux États-Unis qui a bouleversé l'économie mondiale et entraîné une nouvelle offensive contre les travailleurEs et les peuples ; et alors que l'on célèbre le centième anniversaire de la révolution russe d'octobre 1917, nous avons besoin de repenser l'actualité de la révolution.

Actualité de la révolution

Quelle issue possible à l'impasse dans laquelle la faille du capitalisme mondialisé nous enferme ? Quelles perspectives pour la révolte sociale qu'elle suscite dans les classes ouvrières et parmi les opprimés du monde entier ? Quel programme politique pour nos luttes ? Ce sont ces discussions que nous souhaitons mener avec tous les militantEs qui se posent la question de mettre un coup d'arrêt aux attaques que nous subissons, et d'en finir avec l'exploitation. Ce sera au cœur de notre fête, à travers des expositions : « Après dix ans d'une crise mondialisée qui n'en finit pas, quel programme pour les luttes des travailleurEs et des peuples ? » et « Cent ans après la révolution russe de 1917, le spectre du communisme hante toujours le monde ! » Mais aussi deux débats : à 14h30 « 10 ans de crise du capitalisme mondialisé : l'actualité de la révolution », introduit par le NPA et, à 16h30 « Quelle riposte et quelle perspective pour le monde du travail et la jeunesse face à l'offensive du gouvernement Macron ? » dans lequel nous avons invité à intervenir les organisations politiques que nous côtoyons dans les luttes (LO, FI, Ensemble, PCF...) et syndicales. L'allocution de Philippe Poutou aura lieu à 19h. Nous clôturerons la journée avec le concert de Kei's Band, groupe de swing sud-africain, après avoir partagé un colombo de poulet antillais et diverses douceurs...

De 14h à minuit, salle Victor-Hugo (88 rue Victor-Hugo) à Cenon.
Pour rejoindre le NPA33: 07 83 64 43 49 – contact@npa33.org

FÊTE DU NPA 14 octobre
CENON samedi 14h-minuit
Salle Victor Hugo
88 rue Victor Hugo
Tram A - Jean Jaures
Bus 27 - Victor Hugo

débats 14h30 10 ans de crise du capitalisme mondialisé : l'actualité de la révolution
16h30 Quelle riposte et quelles perspectives pour le monde du travail et la jeunesse face à l'offensive du gouvernement Macron

en début de soirée repas fraternel

19h - allocution politique **Philippe POUTOU**
21h - concert - **KEI'S BAND**
Swing à la sud-africaine, musique appamée dans les années 60 dans les townships, mélange de toutes ses cultures. Avec le Kei's Band, ouvriers la guitare, et si vous aimez danser... laissez-vous emporter par la bonne humeur contagieuse.

Expo NPA Après 10 ans d'une crise mondialisée qui n'en finit pas, quel programme politique pour les luttes des travailleurEs et des peuples
Expo NPA sur le centenaire de la Révolution Russe

librairie
Pendant toute la fête, à la librairie, de nombreux romans, livres politiques, une sélection sur la Révolution russe, et l'écrivain Hoedib Sidi Moussa présentera son livre La Fabrique du musulman.

NPA 33 - 99 rue Camille Sauvageau - Bordeaux - 07 83 64 43 49 - www.npa33.org - contact@npa33.org

L'objectif était clairement affiché par Le temps des lilas : « Aller au-delà des oppositions les plus évidentes, et essayer de voir comment à gauche ces deux options peuvent dialoguer, voir s'il est possible, dans la volonté commune de remettre en cause le capitalisme, de trouver un terrain d'entente, voire des positions communes, qui nous permettraient de faire avancer ce débat au sein de notre camp ».

La «part de responsabilité» du NPA dans la montée du FN

Des intentions louables quand on sait que le protectionnisme est non seulement une question qui agite la gauche, a fortiori depuis que Jean-Luc Mélenchon en a fait un axe de campagne, mais aussi une question qui donne lieu à bien des raccourcis et des caricatures. Difficile cependant, et le mérite des organisateurEs n'est pas ici en cause, de ne pas ressentir de la frustration, pour ne pas dire de la déception, à l'issue de la discussion entre Olivier et François Ruffin. Le moins que l'on puisse dire est en effet que ce dernier, loin d'avoir joué le jeu du « dialogue », s'est montré particulièrement virulent, et a refusé avec obstination de trouver un quelconque terrain d'entente.

Dès son introduction, François Ruffin a ainsi sonné la charge : « Notre gauche a loupé un coche pendant très longtemps, et elle a précipité les gens vers le Front national, et là, je le pense et je te le dis, je pense que tu as une part de responsabilité, que le NPA a une part de responsabilité car il fut un temps où notre gauche c'était le NPA, et c'était toi ». Pas besoin de lire entre les lignes pour comprendre : en ne se saisissant pas de la question du protectionnisme, Olivier et le NPA sont coresponsables de la montée du Front national.

La «concurrence étrangère», notre ennemi ?

Nous n'avons pas raison sur tout et nous ne prétendons pas avoir des solutions à tous les problèmes, qu'ils soient locaux, nationaux ou internationaux. Et s'il est évident que le FN a prospéré sur les échecs

Olivier Besancenot et François Ruffin à propos du protectionnisme

Le 3 octobre, Olivier Besancenot et François Ruffin étaient invités par le collectif Le temps des lilas pour discuter du protectionnisme. Signe de l'intérêt porté à ce débat, plusieurs centaines de personnes se sont retrouvées à la Générale, dans le 11^e arrondissement de Paris, durant plus de deux heures. Retour sur certains enjeux de ce débat, sans évidemment prétendre le résumer.



© MATHIEU DEJEAN SUR TWITTER

et les renoncements du mouvement ouvrier, l'accusation telle que la formule François Ruffin est pour le moins fantaisiste, sinon grossière. Il s'agit en effet d'insinuer que c'est en défendant une certaine forme de protectionnisme, et donc, force est de l'admettre, en défendant l'existence de frontières nationales, que l'on combat le... nationalisme. Comme l'a en effet rappelé Olivier, le protectionnisme, et ce quel que soit l'adjectif qu'on lui accole (« de gauche », « solidaire », etc.), est en dernière instance une politique destinée « à protéger l'économie d'un pays contre la concurrence étrangère » (Larousse). Il ne s'agit pas de jeter l'opprobre sur celles et ceux qui défendent, à gauche, des mesures protectionnistes, mais de souligner le fait que de telles revendications contribuent à alimenter le postulat selon lequel la « concurrence étrangère » serait l'ennemi des travailleurEs en France. Et sans

un certain nombre de garde-fous, les meilleures intentions peuvent produire des effets déléteres.

Les bonnes intentions ne font pas tout

Olivier l'a répété : s'il a accepté le débat, c'est parce qu'il s'agissait d'un débat « interne à la gauche », et parce que François Ruffin cherche, comme nous, des solutions pour lutter contre les politiques anti-sociales et antiouvrières. Pour le nouveau député de la FI, la conversion au protectionnisme s'est ainsi faite, comme il l'a rappelé, non par chauvinisme mais en raison des dégâts économiques et sociaux engendrés par les délocalisations : « Pourquoi on ne met pas des barrières douanières pour faire que les produits qui rentrent soient taxés et qu'on puisse ne pas subir cet espèce de chantage permanent ? » Mais les bonnes intentions ne font pas tout, et l'on ne peut

qu'être inquiet face aux silences de François Ruffin alors qu'Olivier lui tendait des « perches » sur des convergences possibles pour lutter contre les délocalisations (avec par exemple l'arrêt des subventions aux licenciés), mais aussi face à son absence de réponse sur les questions d'ouverture totale des frontières aux migrantEs. On peut avoir des nuances, voire des divergences, sur certaines mesures économiques, mais si l'un des objectifs est de faire reculer le FN, pourquoi ne pas prendre position sur des revendications antiracistes élémentaires ? Et pourquoi s'être senti obligé de défendre Jean-Luc Mélenchon lorsqu'Olivier a rappelé ses déclarations hostiles à la liberté de circulation et d'installation ? Dans son introduction, François Ruffin affirmait que « le protectionnisme n'est pas une solution mais un moyen », tout en précisant qu'il s'agissait de « la condition nécessaire à ce que l'on puisse avoir un projet politique, le truc qui permet que peut-être on avance ». Est-ce à dire que ceux qui s'opposent au protectionnisme n'ont pas de projet politique, voire qu'il est impossible d'avancer avec eux ? Finalement, le concept de « protectionnisme solidaire » ne subordonne-t-il pas les solidarités... au protectionnisme ? Pour lever les malentendus, la discussion mérite d'être poursuivie avec celles et ceux qui souhaitent qu'elle soit constructive, et nous ne doutons pas que c'est aussi – et surtout – dans l'action que nous aurons l'occasion de faire la part des choses entre ce qui est du domaine de la divergence et ce qui résulte de l'insurmontable désaccord.

JS

l'Anticapitaliste la revue

Le n°91 est disponible

l'Anticapitaliste
N°91 OCTOBRE 2017 4 €
la revue mensuelle du NPA

NON MACRON, LA DÉMOCRATISE, C'EST LA RUE !

FACE À L'OFFENSIVE GÉNÉRALE DE MACRON «FAINÉANTS» DE TOUT LE PAYS, UNISSONS-NOUS!

ISSUE 2017
LE PAYS DE LA RÉVOLUTION

ISSUE 2017
LES ÉVALUÉS
MAINTENANT DE VOTRE POUVOIR ?

UNE DÉFENSE MARXISTE DE L'INTERPROTECTIONNISTE

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com



PHOTO THÈQUE ROUGE / MILO

27, rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

Théâtre

Stadium, de Mohamed El Khatib

«Fondamentalement, qu'est-ce qui différencie un public de théâtre d'un public de football ? Je veux dire hormis la tenue vestimentaire ?» (Gilles Deleuze).

Faire se rencontrer les publics du stade de football et du théâtre : tel est le pari de Mohamed El Khatib avec la pièce *Stadium* qui, après des représentations en septembre et début octobre à Paris, commence désormais une tournée en banlieue et dans les régions.

Absentes de la salle, les classes populaires sont sur scène

Un pari qui résulte tout d'abord d'un constat d'échec de la part de celui qui, avant de devenir auteur et metteur en scène, a été footballeur de haut niveau et thésard en sociologie : dans les théâtres les plus renommés, on ne rencontre pas, ou alors très marginalement, de public issu des classes populaires. Mohamed El Khatib tire un bilan critique des politiques publiques dans le domaine de la culture et fait notamment le constat de l'absence de démocratisation de la scène institutionnelle. D'où cette gageure : à défaut de faire s'asseoir les classes populaires dans les gradins des théâtres, les faire rentrer... par la scène !

Avec *Stadium*, ce sont ainsi une soixantaine de supporters du Racing Club de Lens, club mythique du Nord dont le public est régulièrement désigné – à raison – «meilleur public de France», qui défilent sur scène et/ou sur écran vidéo. Ils et elles racontent leur passion pour un sport et pour un club, mais aussi, au prisme de cette passion, leur vie.



«Le travail pour *Stadium* a consisté à se rapprocher des classes populaires pour comprendre comment cette passion structure des vies entières à l'échelle d'un territoire», explique Mohamed El Khatib.

Ni mépris de classe ni manipulation

Pour écrire et mettre en scène *Stadium*, il aura fallu pas moins de deux ans : une immersion dans la ville, en commençant par les tribunes du stade, des rencontres avec des supporters de tous âges, des deux sexes, et de diverses catégories sociales, des dizaines d'heures d'entretiens et des discussions... qui ont débouché sur une coécriture entre Mohamed El Khatib et les «acteurs» de *Stadium*. «Le temps de l'immersion a été la condition nécessaire pour que se tisse un lien de confiance et

qu'ils acceptent de venir avec nous sur scène prolonger la rencontre». Et c'est en effet d'une rencontre dont il s'agit, entre, d'une part, un public souvent empreint de clichés sur les classes populaires et, d'autre part, une formidable troupe de supporters qui ne s'en laissent pas conter et qui, contrairement à ce qu'on pu écrire certains critiques parisiens, ne sont exhibés ou manipulés par personne. Car si au tout début de la pièce on peut ressentir un léger malaise et craindre un spectacle qui ferait rire des classes populaires à leurs dépens, au bout de quelques minutes le doute n'est plus permis : nous ne sommes pas devant une émission de télé-réalité transposée sur une scène, et ce sont bel et bien les LensoisEs et leur complice Mohamed El Khatib qui jouent avec le public, qui le font vibrer, rire, pleurer, chanter.

Parler plutôt que d'être parlés

Yvette, 85 ans et un maillot du RC Lens floqué à son nom, Georges, visage buriné et drapeau sang et or géant cousu par sa mère aujourd'hui décédée, Clémentine, «fils que son père n'a jamais eu» qui constate amèrement qu'un public issu d'une région historiquement communiste pourrait chanter autre chose que du Michel Sardou : les protagonistes de *Stadium*, parmi lesquels on trouvera aussi un arbitre, une mascotte, un prêtre, un maire, des pom-pom girls ou encore un président de kop, se racontent, racontent un club, racontent une région et, pour reprendre une formule de Pierre Bourdieu, parlent plutôt que d'être parlés.

«Pourquoi demanderais-je à un acteur de prendre la parole à la place de quelqu'un qui la détient au plus vrai ?», interroge ainsi Mohamed El Khatib, dont la mise en scène d'une finesse et d'une justesse à toute épreuve permet de battre en brèche, sans voyeurisme ni angélisme, les clichés et les fantasmes concernant les classes populaires, sans verser pour autant dans un discours militant et stéréotypé. Le propos de *Stadium* n'est jamais caricatural, même lorsqu'il devient ouvertement politique – comme lorsque sont évoquées la criminalisation du supportérisme ou la montée du FN –, et la pièce interroge non seulement le public, mais aussi le théâtre lui-même. Mohamed El Khatib le revendique : «Il ne tient qu'à nous de rendre nos théâtres un peu plus joyeux, plus accueillants et plus proches des enjeux qui traversent la société.» Avec *Stadium*, pari réussi.

Julien Salingue

Plus d'informations, dates et lieux de représentations sur le site du collectif Zilib : <http://www.zilib.fr/agenda.html>

Essai

Lettre à Adama, d'Assa Traoré

Avec Elsa Vigoureux, éditions du Seuil, 192 p., 17 euros.

C'est l'histoire dramatique et révoltante d'Adama qui nous est racontée par sa sœur Assa. Celle d'un jeune homme de 24 ans qui fut l'une des trop nombreuses victimes de la police «républicaine» française qui sévit notamment dans les quartiers populaires.

C'était en juillet 2016, il y a plus d'un an, et les circonstances de sa mort ne sont toujours pas connues ou plus exactement toujours pas reconnues officiellement par l'État.

Opacité et mensonges

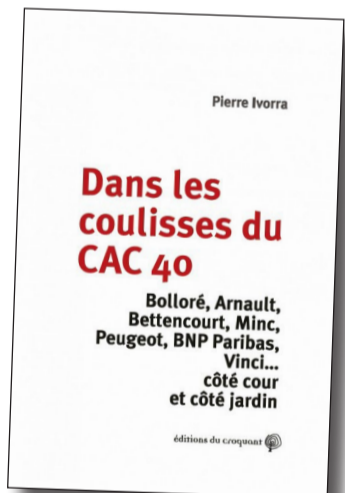
Comme souvent dans ces cas-là, les agissements des policiers sont entourés d'opacité et de mensonges, et couverts par les institutions. Et ce sont les familles, les proches des victimes qui, à chaque fois, sont obligées de se battre, de s'organiser collectivement pour comprendre et faire savoir ce qui se passe, pour obtenir la transparence et la vérité. Il en va ainsi pour nombre de ces drames, lorsque de jeunes noirs ou arabes ont été tués par des policiers au cours de ces dernières années. Dans cette lettre, Assa s'adresse à son frère, raconte en détail la journée où il meurt dans le commissariat de police, reconstitue les instants qui précèdent, décrit les heures et les jours qui suivent durant lesquels l'entourage se mobilise contre l'inacceptable. Elle raconte la répression qui s'abat sur les frères et la sœur d'Adama, contre celles et ceux qui osent se lever et dénoncer.

Ce livre décrit ce qu'est la vie pour la population dans ces quartiers, pour les jeunes surtout qui sont confrontés au chômage, au mépris, aux discriminations, qui subissent l'attitude d'une police agissant dans l'impunité et multipliant les contrôles au faciès, qui vivent au quotidien la violence et le racisme de la société et de l'État.

C'est un combat pour la justice, pour la dignité, pour le respect et l'égalité des droits pour toutes et tous. Un combat loin d'être fini et qui rejoint celui d'autres familles, d'autres associations. Le lien est ainsi fait avec les drames de Wissam (tué en janvier 2012), Amine (tué en avril 2012) et d'autres encore, qui sont racontés dans le livre : une manière de rendre hommage à toutes celles et ceux qui luttent au quotidien.

Ce livre est très touchant, il est à lire, à faire connaître. Pour la mémoire et la justice pour Adama et tous les autres.

Philippe Poutou



Le CAC40 est né en 1988 et son histoire est celle de l'évolution du capitalisme français sous le feu de la mondialisation financière. Aujourd'hui, plus des deux tiers de leurs profits sont tirés de l'étranger.

«Les 40 voleurs d'Ali-Baba»

Pierre Ivorra est un ancien analyste financier, journaliste à *l'Humanité*, il a aussi été expert auprès de comités d'entreprise. À travers ses propres souvenirs, il nous fait rencontrer ces hommes du capital qu'il a découverts à l'occasion de ses activités, rencontres, entretiens avec certains de leurs dirigeants, actionnaires, administrateurs...

Un tableau éclairant sur «les 40 voleurs d'Ali-Baba», BNP Paribas, Bolloré, Orange, L'Oréal, Saint-Gobain, Peugeot, Renault, LVMH... Cette quarantaine de grands patrons qui, en 2016, ont perçu en moyenne, chacun, 4,5 millions d'euros, en un an une augmentation moyenne de 300 000 euros. Ensemble, ils ont perçu 180 millions, l'équivalent

Essai

Dans les coulisses du CAC40, de Pierre Ivorra

Éditions du Croquant, 15 euros.

Ce livre est un étonnant portrait de familles, d'un petit nombre de familles qui constituent l'oligarchie financière de ce pays, les dirigeants de 40 grands groupes multinationaux, sur les 150 que comptent la France, qui sont cotés en bourse au CAC, Cotation Assistée en Continu.

annuel de 13 306 allocataires du RSA. Des rémunérations qui s'envolent, hommage fou à la course à la rentabilité financière par la diminution du coût du travail dont ils sont les zélés artisans.

Un système archaïque

Le livre décrit cette course au bonus et aux retraites chapeaux d'un montant hallucinant ; la prise de contrôle des médias pour subjuger l'opinion ; la mise en route des plans sociaux, de la flexibilité ; la lutte contre les protections sociales, autant d'«entraves insupportables» pour la compétitivité alors qu'eux-mêmes sont des assistés de l'État dont ils bénéficient des largesses ; les multiples liens qui se nouent entre ce monde de grandes fortunes et les professionnels de la politique qui les servent comme l'illustre le parcours de Macron... Il décrit les conséquences destructrices de cette politique vouée au profit au détriment du monde du travail et de l'ensemble de la société. Mais si l'auteur démontre «l'archaïsme» du système, souligne à juste titre que l'on ne peut se contenter d'exiger un meilleur «partage des richesses», c'est pour mieux défendre la politique du PCF et ses ambiguïtés. Mais «produire

autrement» ne peut se résumer à une autre gestion, cela exige l'expropriation et la mise sous le contrôle des travailleurs des multinationales, la création d'un monopole public bancaire. Les faits cités par le livre le démontrent abondamment.

On regrettera par ailleurs que son auteur ait trouvé utile de mettre en cause des militants du NPA à propos d'un malencontreux débat avec Eric Woerth invité à la fête de *l'Huma*, débat qui avait tourné court...
Yvan Lemaître

Chroniques

Retours sur une saison à Gaza, de Vivian Petit

Préface de Julien Salingue, éditions Scribest, 120 p., 11,50 euros.

Le livre de Vivian parle de Gaza, de la Palestine, de la solidarité : trois bonnes raisons de le lire.

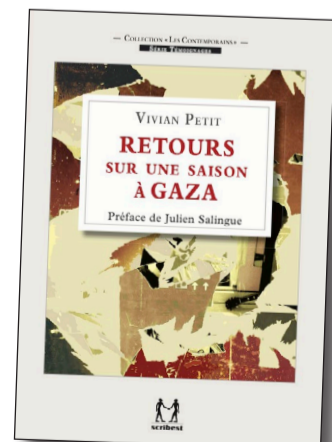
La lecture de cet ouvrage nous permet en outre une approche sensible de la situation dans la bande de Gaza, encore et toujours soumise au blocus israélien.

Tranches de vie et questions épineuses

D'une lecture aisée, grâce à une écriture fluide et un positionnement bien marqué, ce petit livre

nous est utile, en ce que l'auteur aborde des questions épineuses qui traversent les mouvements de solidarité : les rapports entre les différentes composantes des mouvements politiques et de la résistance palestinienne ; l'appréciation du «processus d'Oslo», en Palestine, à Gaza, et au sein du mouvement de solidarité, ainsi que le rapport à l'AP (Autorité palestinienne).

Il nous propose également une présentation des activités de l'ISM (International Solidarity Movement), mouvement peu connu en France. Vivian nous livre une vision très personnelle, presque une «tranche de vie», de son séjour à Gaza, et tout le long de son texte on le sent présent, concerné, bouleversé par le partage d'une situation dramatique qu'il décrit au travers de ses rencontres avec des acteurs et des actrices de cette



vie enfermée dans la prison à ciel ouvert qu'est Gaza pour les Palestiniens. On ne peut qu'être troublés, et ressentir en miroir la frustration de l'auteur contraint d'écourter son séjour.
Vincent Gibelin

« Toute découverte scientifique majeure finit toujours par donner ses fruits. Les ondes gravitationnelles ne feront pas exception. »

Entretien. La récente mise en évidence des ondes gravitationnelles, observées pour la première fois en 2015 aux USA par l'expérience de LIGO (Observatoire d'ondes gravitationnelles par interférométrie laser), a valu le prix Nobel de physique 2017 à Barry Barish, Kip Thorne et Rainer Weiss. Cette prouesse technique est un événement scientifique majeur pour deux raisons : il confirme la théorie de la relativité générale ; il ouvre une voie totalement nouvelle d'exploration de l'univers. **Hubert Krivine**, physicien, a bien voulu éclairer notre lanterne.

Peux-tu resituer cette découverte dans la longue quête à travers laquelle les hommes ont progressivement élargi leur compréhension de l'univers, et la mettre en perspective ?

Que ce soit pour s'orienter, pour mesurer le temps ou pour des motifs religieux ou astrologiques, les hommes ont toujours scruté le ciel. Sans autre moyen, ils l'ont fait en regardant à l'œil nu les lumières qui nous parvenaient des astres. Puis à la Renaissance, Galilée (1564-1642) a eu l'idée d'amplifier ces lumières à l'aide de la lunette des Hollandais. Il découvrit les montagnes de la Lune, les satellites de Jupiter, les taches solaires et surtout la confirmation du modèle de Copernic qui affirmait, contre le bon sens (et l'Église) le mouvement de la Terre.

Galilée est probablement le premier à s'être demandé si cette lumière arrivait tout de suite ou avait une vitesse de propagation finie, mais il n'avait pas réussi à la mesurer. C'est en 1676 que Roemer estima la vitesse de la lumière à 220 000 km/s. L'ordre de grandeur y était (c'est à peu près 300 000 km/s). Du coup on comprenait que ce qui était lointain était vu sur Terre avec retard. Si le Soleil disparaissait, on ne le saurait que 8 minutes plus tard, pour l'étoile polaire, 433 ans après... C'est un peu l'espace-temps que Einstein va systématiser. Voir le monde loin, c'est le voir tôt.

Mais qu'était cette lumière porteuse d'information sur l'univers ? Il a fallu attendre les travaux de Maxwell dans la seconde moitié du 19^e siècle pour en avoir une idée plus précise. C'est une onde de nature électromagnétique qui se propage dans l'espace. La lumière visible en est seulement un cas particulier caractérisé par une longueur d'onde de 0,4 (pour le rouge) à 0,7 micron (pour le violet). À d'autres longueurs d'onde, cette onde existe mais n'est pas visible, comme les infrarouges (IR) ou l'ultraviolet (UV). Le domaine est encore plus vaste : en deçà de la longueur d'onde des UV, il y a les rayons X puis gamma ; au-delà de celle des IR, les ondes radio.

La Seconde Guerre mondiale a vu le développement des radars, et donc la possibilité de scruter le ciel à des longueurs d'onde non visibles, les ondes radio, qui vont, à l'aide des radiotélescopes, donner un tableau infiniment plus riche de l'univers.

Enfin la réception des neutrinos, particules n'interagissant que très peu avec la matière et émis par des sources lointaines peuvent (et surtout pourront) aussi nous renseigner sur la structure de l'univers.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

Quelle est la place et le rôle d'Einstein dans cette histoire ?

Les ondes gravitationnelles¹ étaient prévues par Einstein en 1916, comme conséquence de sa théorie générale de la relativité. Un peu comme Maxwell prévoyait les ondes électromagnétiques comme conséquences de ses équations. C'est Hertz qui, près de 40 ans plus tard, les montrera expérimentalement. Cette fois-ci, il aura fallu près d'un siècle pour que nos trois Nobel réussissent ce pari de la démonstration de l'existence des ondes gravitationnelles. Quant au rôle d'Einstein, il est évident, mais il en va un peu de même avec le rôle de la personnalité en histoire. On peut bien penser que sans Einstein, on y serait bien arrivé : de grands savants comme le néerlandais Lorentz (1853-1928) et surtout le français Poincaré (1854-1912) étaient au voisinage de la découverte de la théorie de la relativité (restreinte, il est vrai). Mais on y serait arrivé plus tard.

Nous ne croyons pas au miracle mais cependant cette découverte ne relève-t-elle pas d'un miracle technique ?

Il faut un peu y croire, oserais-je dire. Einstein lui-même doutait de la possibilité de la mise en évidence des ondes gravitationnelles à tout jamais à cause de leur très faible intensité. Il fallait à la fois une source de puissance gigantesque qu'aucun laboratoire sur Terre ne pourrait jamais fournir (c'est ici rien moins que la réunion de deux trous noirs d'une trentaine de masses solaires, à une distance de deux milliards d'années-lumière²) et une sensibilité phénoménale des détecteurs : il fallait repérer une variation de longueur de l'ordre du milliardième de la taille d'un atome³ entre deux bras d'un interféromètre de 3 km de longueur « remplis » d'un vide du millième

de milliardième d'atmosphère. Sans ses atténuateurs de bruit, une baignoire qui se vide à 5 kilomètres du détecteur troublerait la mesure !

Quelles implications pour l'avenir ?

Même si on est incapable d'en prévoir immédiatement ses applications « concrètes », toute découverte scientifique majeure finit toujours par donner ses fruits. Les ondes gravitationnelles ne feront pas exception. Copernic, puis Galilée ont bouleversé notre conception du monde en décentrant l'homme (ce que Darwin va achever). La mystification religieuse et le poids de l'Église ont pris un sacré coup, ce qui a été riche d'implications sociales. La découverte des ondes électromagnétiques, c'est la radio, la télévision, les rayons X, le téléphone portable, les fours à micro-ondes, bref tout ce qui est réputé faire la civilisation. Maintenant, sans la théorie de la relativité (restreinte et générale), pas de compréhension de la structure et de l'évolution de l'univers et même, de façon

plus prosaïque, pas de GPS. Les ondes gravitationnelles, comme les ondes électromagnétiques (optiques, puis ultraviolettes et infrarouges) nous permettront d'accéder à un panorama encore plus riche et plus compliqué du monde.

Elles aideront peut-être à percer un des plus grands mystères du cosmos : qu'est-ce que la matière noire, qui composerait 80 % de la matière ? Cette matière hypothétique nous est imposée par la théorie de la gravitation qui à elle seule ne peut pas expliquer la rotation des bras de galaxie : il faut leur ajouter une masse manquante ; et beaucoup ! À moins, disent certains astronomes (très minoritaires), de modifier la théorie de la gravitation d'Einstein. Mais l'existence prouvée des ondes gravitationnelles rend plus délicate cette hypothèse.

Propos recueillis par Yvan Lemaître

1 - Voir la revue L'Anticapitaliste n°74, mars 2016.

2 - Une année-lumière équivaut à une distance d'un peu moins de 10 millions de millions de kilomètres.

3 - C'est bien plus petit que la précision d'une mesure de la distance Terre-Soleil à un cheveu près !

L'image de la semaine



Vu ailleurs



LES SYNDICATS CRAIGNENT UN NOUVEAU PLAN SOCIAL CHEZ COCA-COLA.

Selon nos informations, Coca-Cola France a indiqué aux organisations syndicales du groupe vouloir mener un « plan de transformation » sur ses sites français. Cette annonce fait suite à un comité transnational, où l'entreprise a déclaré vouloir se réorganiser à l'échelle européenne. « Nous craignons que ce plan de transformation ne soit rien d'autre qu'un plan social », a indiqué la CFDT, première organisation syndicale du groupe, interrogée par Mediapart. Pour l'instant, aucune information n'a fuité sur de possibles licenciements. « Mais ce sont les mêmes mots, les mêmes phrases et les mêmes thématiques entendus il y a quatre ans », s'inquiète la CFDT. À l'époque, un plan de sauvegarde de l'emploi avait conduit au licenciement de 200 commerciaux en France. En 2014, l'entreprise avait également procédé à une forme de délocalisation en ouvrant un centre support en Bulgarie. Le personnel bulgare avait été formé en France par des salariés français dont les postes ont ensuite été supprimés.

Le projet à venir interpelle d'autant plus que, comme le rappelle la CFDT, les résultats de Coca-Cola sont très positifs. « En 2015 et 2016, on atteint un niveau record de marges de 14 %, et le groupe annonce un plan de croissance pour faire passer les ventes de 1,8 milliard en 2016 à 2 milliards en 2020, rapporte la CFDT. Nous ne voyons pas comment c'est possible d'atteindre ces objectifs en réduisant le personnel. » Or le plan de transformation risque fort de toucher cette fois-ci directement les usines du groupe - le groupe compte cinq sites en France -, Coca-Cola se targuant de produire 90 % de ce que les Français consomment sur le territoire national. Cette crainte est renforcée par un calendrier accéléré : un comité européen extraordinaire le 17 octobre, un comité d'entreprise extraordinaire le 18, et les élus CE de trois sites différents ont déjà été prévenus d'une réunion le 19 octobre. Interrogé, le groupe Coca-Cola n'a pas répondu à nos questions sur ces possibles restructurations françaises. (...)

Mathilde Goanec, Mediapart, 6 octobre 2017

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €	
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER

Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43222554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org